

RAPPORT FINAL

ANALYSE DE L'OUTIL « PROJET DE SENSIBILISATION »

FLORENCE KOHNEN - CONSULTANTE



ÉVALUATION DES PROJETS DE SENSIBILISATION
VERSION FINALE
DÉCEMBRE 2018

Florence KOHNEN (2018), *Rapport final : Analyse de l'outil « Projet de sensibilisation »*, Bruxelles :
Académie de recherche et d'enseignement supérieur - ARES

Éditeur responsable :

Florence Kohnen

Académie de recherche et d'enseignement supérieur – ARES

Rue royale 180

1000 Bruxelles

Belgique

www.ares-ac.be

ISBN 978-2-930819-18-1

Dépôt légal D/2019/13.532/4

© ARES, décembre, 2018

SOMMAIRE

01.	SYNTHÈSE	7
02.	CONTEXTE DE L'ANALYSE.....	9
03.	OBJECTIF DE L'ÉVALUATION	10
04.	MÉTHODOLOGIE	11
04.1 /	Analyse documentaire et des projets	11
04.2 /	Ateliers et entretiens avec les parties prenantes	11
04.3 /	Limites	12
05.	ANALYSE DU PROCESSUS « OUTIL DE SENSIBILISATION »	13
05.1 /	Cadre stratégique de l'ARES.....	13
05.1.1 /	Théorie du changement et cadre logique	15
05.1.2 /	Terminologie	16
05.2 /	Stratégie internationale des HE et ESA.....	17
05.2.1 /	Politique de coopération internationale	17
05.2.2 /	Intérêt pour l'éducation au développement vs éducation à la citoyenneté mondiale	18
05.3 /	Public cible et complémentarité	19
05.3.1 /	Pertinence du public cible et bénéficiaires	19
05.3.2 /	Complémentarité des actions et des acteurs	20
05.4 /	Formulaire et conditions d'accès	22
05.5 /	Conditions : interétablissements, intersections/facultés et enseignants-personnel & étudiants....	23
05.6 /	Choix de la période et fréquence.....	24
05.7 /	Communication.....	25
05.8 /	Processus de sélection.....	28
05.9 /	Rapportage et évaluation des « Projets de sensibilisation »	29
05.9.1 /	Choix des thématiques et type d'activités	30
05.9.2 /	Durabilité	31
05.9.3 /	Intracurriculaire ou extracurriculaire ?	32
05.9.4 /	Analyse des « projets de sensibilisation » présentés à l'ARES entre 2015 et 2018.....	33
06.	CONCLUSIONS	34
06.1 /	Stratégie de l'ARES en matière de coopération au développement	34
06.2 /	Liens entre les missions de l'ARES, la « mission d'enseignement » et la mission « services à la société » des EES	36
06.3 /	Stratégie de l'ARES vis-à-vis des hautes écoles et des établissements d'enseignement supérieur artistiques	36
06.4 /	Coopération au développement ou éducation à la citoyenneté mondiale	37
06.5 /	Choix du public cible.....	37
06.6 /	Modalités pratiques de l'outil de sensibilisation	38
07.	RECOMMANDATIONS.....	39
07.1 /	À l'ARES : créer un groupe de réflexion stratégique sur les thématiques d'aducation à la citoyenneté mondiale et sur l'engagement étudiant	39
07.2 /	À la CCD : participer au renforcement d'une offre destinée aux HE et aux ESA sur le thème de l'éducation à la citoyennté mondiale et solidaire	40
07.2.1 /	À court terme	40
07.2.2 /	À moyen et long terme.....	40

07.3 /	À la CCD : alimenter les discussions sur la citoyenneté mondiale au niveau belge et international	41
08.	ANNEXES	42
08.1 /	Annexe 1 : liste non exhaustive de différentes organisations offrant des services d'ECMS dans les HE et ESA	42
08. 1.1 /	Annoncer la couleur/Kleur bekenen (max 5 000 €).....	42
08. 1.2 /	Bureau international jeunesse — Échange avec des jeunes d'Afrique francophone (max 5 000 €)	42
08. 1.3 /	Wallonie-Bruxelles international (max 5 000 € pour le volet nord. Max 20.000 € si volet Nord + volet Sud) ...	43
08. 1.4 /	Les acteurs non gouvernementaux	43
08. 1.5 /	Fonds propres ou ACP culture.....	44
08.2 /	Annexe 2 : extrait des orientations stratégiques et balises du projet de sensibilisation	44
08.3 /	Annexe 3 : fiches analytiques des projets	45
08.4 /	Annexe 4 : liste des personnes interviewées	55

AVERTISSEMENT

L'évaluation dont le présent document constitue le rapport de synthèse a été réalisée par Florence KOHNEN à la demande de la Commission de la coopération au développement (CCD) de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES).

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs dont ils représentent les points de vue. Elles ne reflètent pas nécessairement celles de l'ARES et n'en représentent pas une position officielle.

SIGLES ET ACRONYMES

SIGLES ET ACRONYMES	
ACC	Analyse contextuelle commune
ACNG	Acteur de la coopération non gouvernementale
ARES	Académie de recherche et d'enseignement supérieur
CCD	Commission de la coopération au développement de l'ARES
ASBL	Association sans but lucratif
CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)
CSC	Cadre stratégique commun
DGD	Direction générale de coopération au développement
ECMS	Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire
ECTS	Système européen de transfert et d'accumulation de crédits ou en anglais European Credit Transfer Scale
EES	Établissement d'enseignement supérieur
ESA	École supérieur des arts
ETP	Équivalent temps-plein
HE	Haute école
IAD	Institut des Arts de diffusion
ODD	Objectifs du développement durable
ONG	Organisation non-gouvernementale
TFE	Travail de fin d'étude
UE	Unité d'enseignement
VLIR-UOS	Équivalent pour la Communauté flamande de Belgique de la CCD
WBI	Wallonie Bruxelles International

01. SYNTHÈSE

L'outil « projets de sensibilisation » de l'ARES est destiné aux hautes écoles (HE) et aux écoles supérieures des arts (ESA). Cet outil est destiné à soutenir financièrement les projets de *sensibilisation à la coopération au développement et à la formation de citoyen actif et responsable*. Il offre des « bourses » (max. 4.500 Euros) pour soutenir des activités développées par des enseignants, le personnel et des étudiants à l'intention des étudiants du campus et de la société en général.

Cet outil existe depuis 3 ans et connaît un succès mitigé. L'ARES a décidé de comprendre les causes de ce taux de réponse faible (dix projets déposés en trois ans). Notre expertise, externe à l'ARES, était chargée d'analyser les raisons de cette utilisation limitée et de faire des recommandations pour la suite.

Nous avons analysé les rapports des dix projets, réalisé divers entretiens avec les parties prenantes et un focus group. Les contraintes imposées de la période de récolte d'informations et d'analyse n'étaient pas idéales (juin à août 2018); certains publics ont été peu entendus. Nous avons tenté de compenser cela par l'apport d'éléments issus d'autres analyses sur l'éducation au développement ou l'engagement social au sein d'autres universités.

Selon les éléments recueillis et analysés antérieurement, l'appel à propositions est jugé pertinent et moteur de sensibilisation à des thématiques liées aux objectifs du développement durable (ODD). Nous attribuons le manque de réponses non pas au manque d'intérêt, mais à divers autres facteurs.

L'outil est peu connu et mal compris dans les HE et les ESA. Malgré l'amélioration reconnue de la communication de l'ARES aux HE et aux ESA, la compréhension de ce qu'est « l'éducation au développement » reste partielle; souvent les interlocuteurs ignorent le type d'action concrète que cela permet de mettre en place. Le focus « sud » que semble impliquer ce thème de « développement » fait peu d'écho auprès des représentants de relations internationales dont les écoles n'ont aucun lien académique avec ces pays. Les « personnes relais » de l'ARES (direction, représentant internationaux) au sein des HE/ESA ne savent pas toujours à qui envoyer l'information en interne.

Les exigences administratives et le formulaire d'appel à projets du « projet de sensibilisation » découragent certains étudiants ou enseignants qui n'ont jamais été confrontés à de tels formulaires, mais ne semblent pas constituer un frein majeur. L'appui d'un enseignant ou du service international permet d'y répondre relativement facilement. Par contre, l'exigence de devoir agir à plusieurs écoles et sections décourage.

Les initiatives des dix projets ont été prises à parts égales par les enseignants (50 %) et par les étudiants (50 %). Ils ont régulièrement été développés dans un cadre intracurriculaire. Cela a comme avantage connexe de soutenir le processus d'apprentissage des étudiants et de devenir assez pointu. Lorsqu'il s'agit d'initiatives extracurriculaires, l'énergie et le temps pour rassembler les personnes motivées de différentes sections d'une même école pouvaient être un frein, mais, en fin de compte, étaient évalués comme moteur de motivation et de renforcement interne.

Vu la jeunesse du projet, à court terme, nous encourageons l'ARES à continuer à appuyer ce type de projet et à renouveler ses efforts d'information auprès des responsables des relations internationales et des enseignants; entre autres en les faisant réfléchir sur la diversité des projets possibles grâce à ce fonds et les enseignants qui potentiellement seraient intéressés de proposer cela de manière intra ou extracurriculaire. Les termes de l'appel clarifiés devraient aider les personnes à comprendre davantage son intention.

Par ailleurs, à un niveau plus structurel, nous pensons que l'ARES a intérêt à ouvrir la discussion avec les établissements d'enseignement supérieur (EES) vers une approche conceptuelle plus systémique et en permettant d'inclure toute activité visant à soutenir la construction d'une éducation à la « citoyenneté mondiale et solidaire » (ECMS). Ce dernier concept s'aligne positivement avec les initiatives ou débats de « reconnaissance de l'engagement étudiant » en cours dans les universités et certaines HE. C'est également le terme utilisé dans le secteur des ONG spécialisées dans le secteur éducatif en Belgique. Nous encourageons l'ARES à établir un processus de « sensibilisation de l'étudiant durant ses études » et à développer sa mise en œuvre au travers de partenariats durables spécialisés en ECMS.

Toujours au niveau structurel, nous encourageons l'ARES à inscrire durablement cet objectif dans sa stratégie future. Nous pensons qu'il est nécessaire de développer un comité de réflexion avec les EES afin d'offrir une cohérence dans l'approche de la thématique et de développer des actions vis-à-vis d'acteurs spécialisés en ECMS.

Nous recommandons une double approche :

- » continuer à encourager les initiatives spécifiques des étudiants, des enseignants et du personnel en Éducation à la citoyenneté mondiale par un fonds
- » développer une dynamique visant à ce que tous les EES assurent concrètement la sensibilisation aux enjeux mondiaux et à la citoyenneté mondiale de chaque étudiant durant leur cursus. Cela peut se faire de manière transversale au travers d'un maximum d'UE incluant une réflexion sur cette thématique soit de manière spécifique avec une UE dédiée à la réflexion et à l'action. La reconnaissance (en crédits) d'activités mondialement engagée renforcerait cette dynamique.

Dans ce cas, les enseignants deviendraient également un public cible afin de pouvoir développer ce type d'approche dans leurs cours. Cela permettrait d'inscrire de manière durable cette thématique dans la dynamique des établissements. L'ARES pourrait ainsi encourager, soutenir et aiguiller les enseignants désireux de s'y impliquer en insufflant des accents de citoyenneté mondiale dans leurs unités d'enseignement.

Il serait souhaitable que l'ARES joue un rôle d'encouragement auprès des EES en facilitant les rencontres, les échanges, les explications sur les possibilités et en continuant d'offrir des services tels que le financement de projet de sensibilisation, mais aussi des informations sur d'autres fonds disponibles pour la mise en place de ces initiatives. Afin de rester au courant des évolutions dans le domaine, elle devrait s'inscrire dans les réflexions en cours au niveau belge et international.

02. CONTEXTE DE L'ANALYSE

L'ARES comme coupole des établissements d'enseignement supérieur (EES) porte les intérêts de ses membres et soutient diverses initiatives qui leur sont destinées. Elle est en charge de coordonner les actions de coopération interuniversitaire entre les EES de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) et les pays en développement.

La cellule coopération au développement de l'ARES finance diverse initiatives de coopération entre les EES au Nord et les EES des pays en développement dont l'amélioration de leurs filières d'étude ou de recherche, mais aussi le renforcement de compétences individuelles de doctorants ou des chercheurs des pays partenaires.

L'ARES joue également un rôle important « au nord » dans son encouragement à former des étudiants conscients de la réalité au sud, acteurs de changement et solidaires avec des pays en développement. Ainsi, trois outils sont mis à disposition pour y contribuer (bourse de voyage, projet nord-sud et sensibilisation).

Dans sa volonté de développer une réflexion critique sur son travail, l'ARES a commandité une étude sur un outil de sensibilisation en particulier : le financement de projet de sensibilisation au développement. Cet outil existe depuis 2015 et est mis à disposition des enseignants, des étudiants et du personnel des hautes écoles (HE) et des Établissements d'enseignement supérieur artistique (ESA) afin de financer des activités de sensibilisation aux problématiques de développement nord-sud et aux enjeux mondiaux. Il y a un appel à projets par an.

La raison principale de cette interrogation est la faible sollicitation de cet outil par les établissements. L'ARES interroge la pertinence de l'outil, mais surtout sur le mode de fonctionnement de ce dernier : sa communication vers les établissements, la périodicité, les critères de sélection, la complexité formulaire d'appel à projets ou de rapportage, etc.

Il s'agit aussi de prendre en compte le cadre général dans lequel s'est développé l'outil de sensibilisation. Depuis 2015, les universités sont devenues des « acteurs de la coopération non gouvernementale » (ACNG) qui ont dû s'asseoir avec des acteurs tels que les ONG, les syndicats et d'autres organismes pour donner une analyse de la réalité par pays et de décider de nouvelles stratégies communes (Analyse contextuelle commune et Cadre Stratégique commun). Une présentation de stratégie sous forme de théorie du changement a été imposée et la complémentarité entre acteurs a été définie comme essentielle pour l'administration en charge de la coopération au développement. Ces approches ont été réalisées dans un laps de temps relativement restreint et ont obligé les acteurs à des gymnastiques pas toujours évidentes. Cela a eu des conséquences sur la définition de l'axe sensibilisation de l'ARES.

Le contexte inclut également des discussions sur la terminologie ou le cadre conceptuel au niveau des acteurs de la thématique « sensibilisation »; le vocabulaire utilisé est questionné : éducation au développement, éducation à la citoyenneté active et solidaire, objectifs du développement durable, etc.

Au niveau universitaire, la reconnaissance des engagements citoyens des étudiants via les ECTS est discutée dans différentes universités. Au niveau des hautes écoles pédagogiques, les discussions sur l'intégration de manière transversale de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire ouvrent de nouvelles perspectives; dont des accompagnements par d'autres acteurs non gouvernementaux.

La présente analyse et les formulaires devaient être terminés à temps pour le prochain appel à proposition. L'étude a débuté le 6 juin 2018 et s'est terminée le 24 août 2018.

03. OBJECTIF DE L'ÉVALUATION

L'objectif de cette mission est d'évaluer la pertinence de l'outil et de ses modalités d'exécution. Elle vise principalement à d'offrir des recommandations en vue de son amélioration. Les recommandations doivent être accompagnées d'une proposition concrète de modalité et de formulaires cohérents.

De manière plus précise, il s'agit d'analyser deux niveaux :

- » Au niveau des projets, faire un bilan qualitatif pour chacun des dix projets de sensibilisation (relever les points forts et les points faibles).
- » Au niveau transversal, réaliser une analyse de l'instrument qui prenne en compte les aspects de communication, de diffusion de l'appel, des moteurs à la participation, des freins, des objectifs, des paradigmes, etc.

Sur base des deux niveaux d'analyse, ainsi qu'éventuellement la comparaison avec ce qui se fait dans d'autres financements similaires :

Formuler des recommandations pour l'appel de septembre 2018.

- » Sur cette base, proposer une reformulation des documents suivants : le document d'appel (Objectifs spécifiques et balises), le formulaire de candidature, le canevas de rapport et le questionnaire de satisfaction/évaluation des projets.
- » Formuler des recommandations structurelles en vue d'une redéfinition de l'instrument sur un horizon à plus long terme.

La demande du commanditaire était particulièrement large afin d'obtenir des recommandations les plus ouvertes ou innovantes possible.

04. MÉTHODOLOGIE

Un outil est un moyen nécessaire dans la mise en œuvre d'un objectif précis. Il s'inscrit dans un cadre plus large; celui d'un projet ou d'un programme. En d'autres mots, un outil efficace permet d'atteindre un objectif précis. Nous avons donc pris le parti de débiter l'analyse par la compréhension du cadre stratégique dans lequel il est utilisé avant d'entrer dans le décortilage de l'outil lui-même.

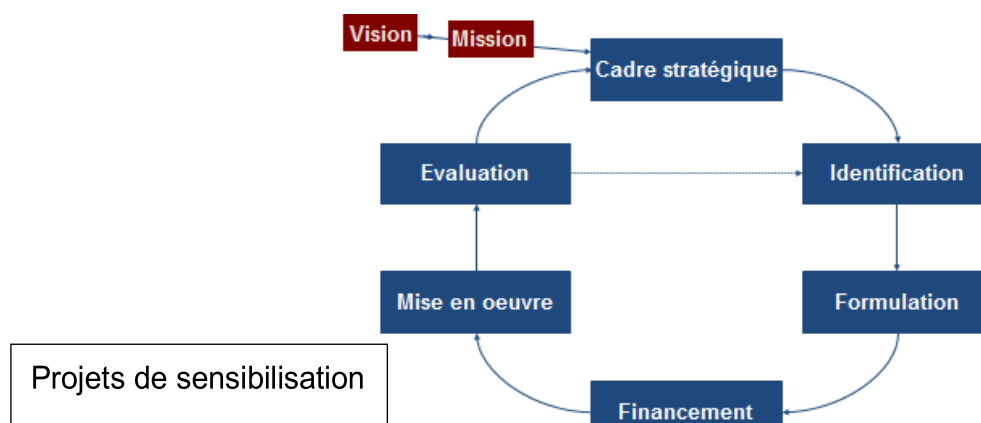


Figure 1: Gestion du cycle de projet

Après l'analyse documentaire, nous avons favorisé une approche participative via des focus groups ou des entretiens ouverts. Nous avons pris le parti de réaliser une analyse du processus « projet de sensibilisation » avec les différentes parties prenantes du projet (financeur, établissements, enseignants et étudiants).

04.1 / ANALYSE DOCUMENTAIRE ET DES PROJETS

L'analyse documentaire s'est basée sur les documents de base de l'outil et de l'ARES : la partie « programme Nord 2017-2021 » de l'ARES, les projets « sensibilisation » présentés et les rapports de ces projets, les rapports annuels et enfin le Plan stratégique de l'ARES- CCD 2017-2026.

Le « rapport de l'évaluation externe des activités de sensibilisation au développement de l'ARES » qui étudiait les deux autres instruments de sensibilisation (bourse de voyage et micro projet N/S) a également fait partie de lectures préliminaires.

Nous avons réalisé des fiches d'analyse par critère (analyse, éléments pertinents d'études) des dix projets de sensibilisation et des notes ont été prises sur le cadre général. Elles se trouvent en annexe 3 de ce rapport.

04.2 / ATELIERS ET ENTRETIENS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Trois ateliers étaient prévus avec les parties prenantes de cette modalité « projet de sensibilisation » : l'équipe élargie de l'ARES, les intervenants ayant répondu à un appel à projets sensibilisation et un atelier avec des membres de la communauté des HE et des ESA ayant déjà collaboré avec l'ARES, mais n'ayant pas répondu à l'appel.

Le premier atelier a eu lieu avec l'équipe de l'ARES le 20 juin 2018. Les deux autres groupes de personnes n'ont pas été présents en nombre suffisant pour réaliser les ateliers de groupes. Comme suggéré dans l'offre, le timing (fin juin ou début juillet) de la mission était défavorable à la participation ; il y a eu de larges désistements. Des entretiens téléphoniques ou présentiels ont été réalisés afin de pallier ou compléter ces ateliers.

Nous avons posé un ensemble de questions ouvertes liées à chaque étape du processus « sensibilisation » pour y trouver les facteurs de réussites et de faiblesses. Lors de nos rencontres institutionnelles (DGD ou VLIR), nous avons davantage axé la discussion sur l'axe stratégique et la complémentarité avec les autres acteurs de coopération au développement.

Nous avons interrogé douze personnes : des enseignants, souvent aussi responsables du département international issues d'ESA ou d'HE, des étudiants, l'administration DGD, des ONG et une collègue du VLIR. Nombre de ces contacts ont été donnés par l'ARES; ce qui permettait une approche plus directe. La liste de ces contacts est en annexe.

04.3 / LIMITES

Cette analyse ne vise ni à étudier l'efficacité de l'instrument, sa capacité à atteindre le public cible et les bénéficiaires, ni son efficience. L'instrument « projet de sensibilisation » est encore jeune et sa mise en œuvre a évolué depuis sa création. La définition d'indicateurs existe depuis 2017 et son mesurage n'est pas encore effectif.

Une analyse qualitative ample pourrait éventuellement mesurer l'atteinte du public cible et des bénéficiaires, mais cela demanderait des moyens énormes. S'agissant de projets ponctuels, l'efficience d'une telle enquête n'est que peu pertinente.

Des observations seront néanmoins émises quand cela est possible, mais il ne s'agit pas du cœur de l'analyse. Par ailleurs, peu d'étudiants ont été disponibles pour répondre à nos questions.

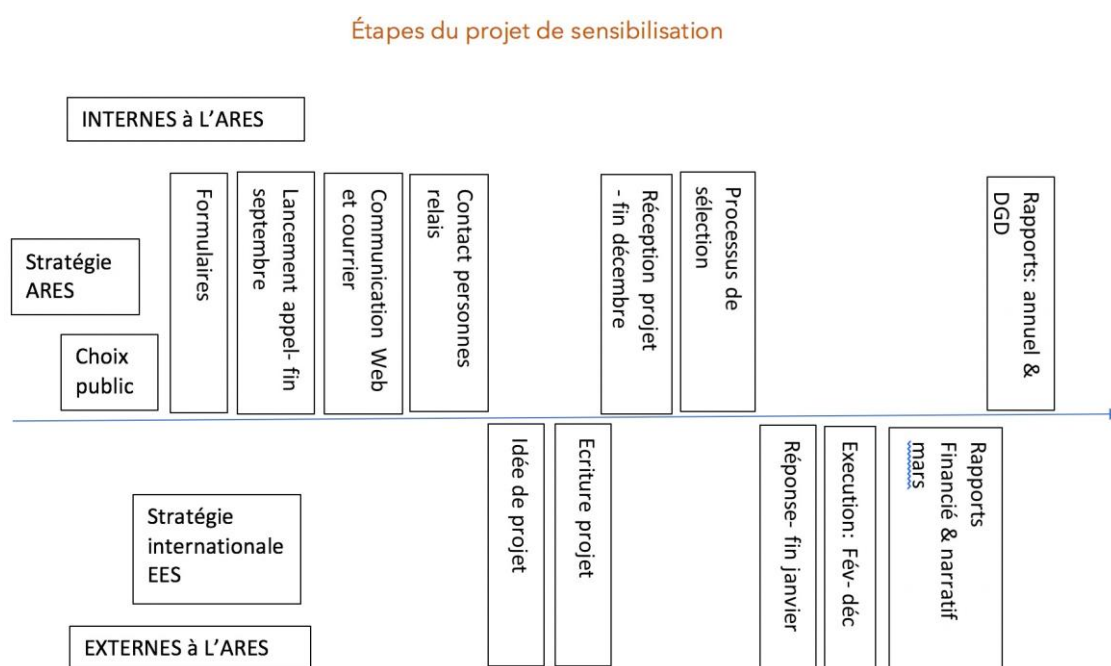
Effectivement, le démarrage tardif de cette étude (juin 2018) a induit une faible disponibilité pour répondre aux questions. Plusieurs rendez-vous téléphoniques ou contacts email échangés en vue d'un échange n'ont pas été suivis par les interlocuteurs. Ceci a donc limité les points de vue de certains publics, dont ceux des étudiants et des enseignants (cf annexe 4).

Nombre des contacts des HE et des ESA ayant travaillé sur ces projets sont des responsables de la coopération internationale. Dans les ESA, ils travaillent souvent à ¼ TP et occupent d'autres fonctions administratives ou d'enseignants. Leur point de vue est fort lié à leur fonction de soutien ; et non de porteur de projets.

05. ANALYSE DU PROCESSUS « OUTIL DE SENSIBILISATION »

Nous avons divisé le processus « outil de sensibilisation » en plusieurs étapes : les étapes du fonctionnement interne de l'ARES (au-dessus de la ligne du temps) et les étapes externes identifiables par le public cible (en dessous de la ligne du temps).

Ci-dessous, vous trouverez l'analyse des éléments recueillis pour chaque étape auprès de différents acteurs. Ces étapes étant nombreuses, nous les avons certaines fois regroupées.



05.1 / CADRE STRATÉGIQUE DE L'ARES

Notre analyse de l'outil débute par une compréhension de son cadre plus large. Il convient de rappeler le contexte général de la coopération au développement dans lequel s'inscrit l'ARES.

Depuis environ cinq ans, la DGD a entamé une série de réformes destinées à répondre à des besoins externes (exigences internationales, ODD) et internes de plus de cohérence et de complémentarité dans les actions de coopération au développement. Cela a impliqué un processus d'augmentation des exigences managériales des différents acteurs de la coopération internationale et un accroissement des concertations.

Cinq processus différents fort demandeurs entre 2015 et 2017 :

- » Analyse contextuelle commune ;
- » Cadre stratégique commun ;
- » Screening des ONG (exigences au niveau de la stratégie, des outils de managements) ;
- » Accréditation des organisations de la société civile ;

» Définition des programmes quinquennaux.

Ces processus se sont déroulés dans une temporalité relativement courte qui a nécessité pour tous les acteurs de la coopération un niveau d'adaptation et de mobilisation très élevé. Les ONG ayant dû passer par un screening externe et un processus d'accréditation comme Organisation de la société civile par la DGD dans un climat de flou, de « concurrence » entre ONG et de suppression de petites structures. Ces dernières, déjà expérimentées dans la formation de consortiums, partenariats et de complémentarités disposaient d'un avantage assez clair quand elles se sont mises autour de la table avec les autres acteurs de la coopération non gouvernementale (ACNG) dont l'ARES, le VLIR, les ASBL, les villes et les communes ayant des programmes de coopération ou encore l'institut de médecine tropical.

Le programme Nord financé par la DGD dans lequel s'est inscrit l'ARES en 2017 participe à l'atteinte de la cible stratégique Belgique : « promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale et solidaire auprès des différents groupes cibles et agents éducatifs pertinents ». Même si l'ARES exprime avoir eu du mal à faire entendre son positionnement durant les ACC et le CSC, le secteur reconnaît la nécessité de programmes pour atteindre cette cible ; chaque acteur ayant sa spécificité et sa stratégie pour atteindre ce but commun. Vu le contexte communautaire lié à l'enseignement, les discussions au niveau de cet axe ont été développées dans deux groupes linguistiques différents ; et cela a donné naissance à deux manières de voir la coopération interuniversitaire et l'éducation au développement différentes.

La stratégie 2017-2026 de l'ARES en matière de coopération au développement, établie en 2014, offre un cadre ample qui s'engage à agir au niveau du « renforcement des capacités », et cela, du point de vue individuel, organisationnel et institutionnel. Le public cible « étudiant et enseignant » des EES est inclus dans leur stratégie; cela concorde donc avec les publics prioritaires de la DGD, les « jeunes » ou groupes cibles multiplicateurs.¹

Diverses thématiques sont évaluées comme prioritaires et il existe divers pays d'intervention prioritaires. La thématique de la sensibilisation à citoyenneté mondiale et solidaire pour les EES (ou à l'éducation au développement) développée depuis 2015 n'y est pas inscrite. Le fait que le document ait été établi en 2014 explique pourquoi le cadre stratégique ne spécifie pas clairement l'approche « Belgique/Nord » comme un axe d'action spécifique; il ne l'exclut néanmoins pas. Les publics cibles évoqués dans le cadre stratégique de l'ARES ouvrent bien des opportunités pour les enseignants, les étudiants et le personnel des EES.

Dans le programme de coopération 2017-2021 de l'ARES déposé auprès de son bailleur unique, la DGD, **l'axe 2 « La conscience citoyenne et l'ouverture au monde des étudiants sont renforcées, ce qui les amène à devenir acteurs de changement »** permet de développer des projets de sensibilisation de manière évidente.

L'ARES se réfère alors au cadre conceptuel de « l'éducation au développement »² développé par les ACNG approuvé par la DGD qui définit cinq démarches de l'éducation au développement; elle délimite ses objectifs de manière claire en se concentrant sur la sensibilisation, la conscientisation et la compréhension des enjeux de développement par les étudiants, les enseignants et le personnel.

En conclusion, nous disons qu'il y a une convergence entre les stratégies définies en Éducation au développement par la DGD, les stratégies communes des ACNG et celle de l'ARES; cela se traduit dans les

¹ Note de stratégie Education au développement, SPF Affaires étrangères et Commerce extérieur et Coopération au développement, mars 2012, pg 11.

² L'éducation au développement- Définitions et concepts, Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, avril 2011, pg 2.

objectifs de sensibilisation du programme DGD. La mise en lien entre ces différents niveaux n'est pas des plus limpides, mais s'avère cohérente.

05. 1.1 / THÉORIE DU CHANGEMENT ET CADRE LOGIQUE

L'ambition du programme (le changement idéal vers lequel il veut tendre dans une « théorie du changement » est explicitée de cette manière « les interventions coordonnées de l'ARES contribuent au développement humain durable pour une société plus inclusive, plus égalitaire et plus ouverte ».

Cette formulation s'avère ouvrir davantage les perspectives que celle explicitée dans tous les documents précédents. La **théorie du changement** qui sous-tend le programme DGD nous semble reprendre tous les éléments développés dans l'explication narrative du programme. L'ambition importante de l'objectif a conduit à une théorie du changement modeste. Nous observons une série de ruptures de liens entre les différents niveaux de la théorie du changement (sphère de contrôle, d'influence et d'intérêt). Les hypothèses (et les mesures pour contrôler ces options) viennent cependant soutenir l'atteinte des résultats.

Dans un timing très court, l'imposition de la théorie du changement et le contexte de flou et discussions multiples (évoqué plus haut) semble avoir été à la source d'une faible appropriation de l'outil. Ce travail aurait pu développer des axes nouveaux ou intégrer davantage de complémentarités entre acteurs. À titre d'exemple, avec des ONG faisant de la sensibilisation à la coopération au développement (universitaires ou non) ou encore le programme fédéral Annoncer la couleur travaillant déjà avec les EES.

Le **cadre logique** reprenant les diverses dimensions d'un projet présente les trois outils de sensibilisation dans le même objectif.

Les outils de sensibilisation (dont le financement de « projet de sensibilisation ») devraient permettre d'atteindre le résultat « La sensibilité, la compréhension des enjeux nord-sud et la conscience citoyenne des étudiants sont renforcées » afin de réaliser l'objectif « *La conscience citoyenne et l'ouverture au monde des étudiants sont renforcées, ce qui les amène à devenir acteurs de changement* »; ces deux paramètres (résultat et objectif) doivent être mesurés distinctement afin d'en évaluer l'atteinte.

L'indicateur initialement proposé pour l'objectif spécifique du programme de la DGD (nombre d'établissements prenant part au programme de sensibilisation) a été amélioré par ces derniers : nombre de projets de sensibilisation financés, nombre d'étudiants ayant bénéficié des projets de sensibilisations, nombre d'étudiants visés par les microprojets. Il nous semble néanmoins nécessaire de mesurer l'atteinte plus « qualitative » des projets.

Le suivi des indicateurs ayant changé, les rapports annuels de 2015 et 2016 n'offrent pas d'information sur l'évolution de ces indicateurs. Une attention particulière est portée par l'ARES à ce sujet puisqu'une demande d'outil de suivi a été réalisée.

Nous soulignons que le document de l'appel à proposition pour l'outil de sensibilisation énonce d'autres objectifs et résultats; proches, mais différents.

Nous concluons donc à la cohérence générale de l'objectif spécifique « *La conscience citoyenne et l'ouverture au monde des étudiants sont renforcées, ce qui les amène à devenir acteurs de changement* » et du résultat « *La sensibilité, la compréhension des enjeux nord-sud et la conscience citoyenne des étudiants est renforcée* ».

Il y aurait avantage à l'intégrer de manière plus claire dans la stratégie de l'ARES afin de pouvoir développer une logique commune, des actions et des collaborations qui soient ancrées de manière plus explicite dans la stratégie long terme de l'ARES.

05. 1.2 / TERMINOLOGIE

Dans le secteur des ACNG, la terminologie utilisée dans le cadre de projets de sensibilisation à la coopération au développement a fortement évolué. On trouve une diversité de termes dans les documents de l'ARES. On parle d'éducation au développement (historiquement fondateur) et d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (très utilisé pour les actions dans le monde scolaire). On évoque aussi la problématique des pays en développement, des inégalités nord-sud, des enjeux mondiaux, d'étudiant citoyen, d'étudiant acteur de changement, etc. Nous avons également trouvé : développement humain durable, société inclusive, société égalitaire et ouverte.

Ces terminologies ne sont pas neutres. Dans le milieu scolaire, des HE pédagogiques et des ONG, cela conduit à de nombreux débats. Notons néanmoins que l'éducation au développement reste le terme utilisé par la DGD dans des cadres de l'éducation formelle et non formelle. Mais s'y adjoignent rapidement les objectifs pour le développement durable (ODD). Tous les programmes de développement au niveau des pays membres des Nations-Unies devraient s'aligner sur les ODD.

Le référentiel belge définit :

L'éducation au développement est une des composantes de l'éducation à la citoyenneté mondiale dont l'objectif général est de concourir à un monde plus juste et solidaire empreint des valeurs démocratiques. L'éducation au développement a comme spécificité de mettre en exergue les relations « Nord/Sud ».

Dans un contexte d'interdépendance entre les enjeux globaux et la vie quotidienne d'individus et de communautés, l'éducation au développement est un processus qui a pour but de :

- » favoriser la compréhension globale des enjeux internationaux et du développement et l'acquisition d'un regard critique ;
- » provoquer des changements de valeurs, attitudes et comportements sur les plans individuels et collectifs ;
- » susciter l'exercice actif des droits et responsabilités aux niveaux local et global,
- » en faveur d'un monde plus juste et solidaire.³

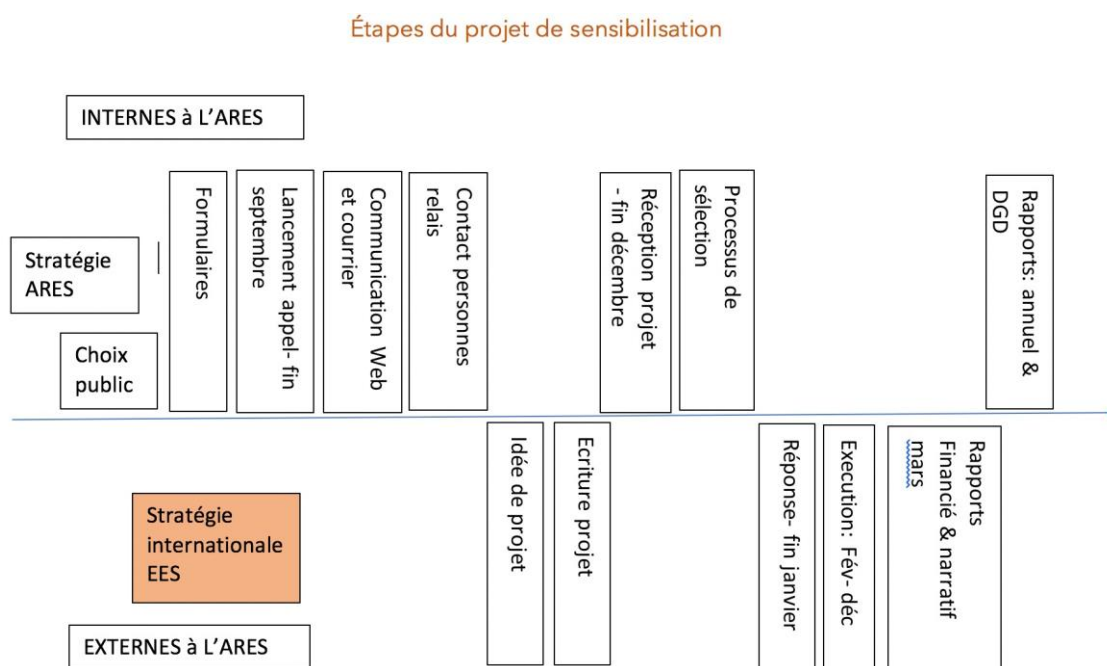
Dans le secteur de l'éducation formelle, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) est utilisée comme porte d'entrée pour augmenter les compétences des enseignants et des étudiants pour être les citoyens solidaires d'aujourd'hui et de demain. Les ODD deviennent un prétexte pour développer des sujets précis de citoyenneté et acquérir des compétences dans n'importe quelle matière scolaire. L'ECMS ouvre la perspective des inégalités nord-sud par une interdépendance entre les deux. L'ouverture sur l'exercice des droits et la *reconnaissance des interdépendances* renforce la prise de responsabilité des pays du Nord par rapport aux déséquilibres mondiaux et aux conséquences qu'ils peuvent avoir au Sud et au Nord. L'approche droit est également souvent évoquée comme moteur de changement plutôt que l'approche développement.

³ L'éducation au développement- Définitions et concepts, Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, avril 2011, pg 2.

Notez que le terme « développement » a été et est encore abondamment utilisé pour justifier les entreprises coloniales et postcoloniales. Sa connotation paternaliste dénote avec une approche partenariale proposée par les différentes instances de la coopération.

Nous soulignons qu'il y aurait avantage à disposer d'un vocabulaire commun au sein de l'ARES qui soit le reflet de sa stratégie et de sa raison d'être. Il devrait rendre compte des intérêts de ses membres, de l'évolution du contexte et des stratégies à long terme de l'ARES. Nous encourageons l'utilisation de la terminologie de « éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire » qui souligne une coresponsabilité et des interdépendances entre « le nord » et « le sud ». De plus, cela s'aligne positivement avec les initiatives ou débats de « reconnaissance de l'engagement étudiant » en cours dans les universités et certaines HE. C'est également le terme utilisé par les organisations spécialisées dans le secteur en Belgique (équivalent à « Wereldburgerschap » en Flandre).

05.2 / STRATÉGIE INTERNATIONALE DES HE ET ESA



05.2.1 / POLITIQUE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Toutes les ESA et les HE disposent de *personnes chargées de la mobilité internationale*; elles se centrent généralement sur la mise en œuvre du programme Erasmus (il s'agit souvent d'un ¼ ETP). Selon les écoles, ces personnes sont uniquement responsables des projets Erasmus (et ne sont pas mise au courant d'autres projets internationaux) ou alors elles sont à la manœuvre pour faciliter le développement tous les projets internationaux. Elles portent plusieurs casquettes au sein de l'institution : certaines transversales (responsable relation internationale, multimédia, TV, etc.) ou enseignantes.

Par notre enquête, nous n'avons pas pu avoir d'information claire sur l'existence ou non de politique internationale formelle des écoles; sauf pour trois d'entre elles (sur les 9 interrogées). Deux déclarent disposer d'un document reprenant les lignes directrices de politique de coopération internationale (Henallux, HE de la Province de Namur) et l'autre dispose d'une approche spécifique et d'une longue histoire de coopération internationale (IAD) avec du personnel qui facilite la recherche de financement et les projets de coopérations pour les enseignants.

Par ailleurs, il existe des initiatives individuelles de professeurs ou d'organe spécifiquement dédié à des actions dans le secteur de la coopération avec le Sud, mais aussi du développement durable (Cellule Nord/Sud, Cellule développement durable à HelMo).

Les *ESA interrogées ont une politique de coopération internationale* avec des projets de coopération (culturelle) au développement financé par le WBI sur plusieurs années (Vietnam, Haïti, etc.). Certaines offrent la possibilité de réaliser des stages dans les pays en développement, mais d'autre non.

Par exemple, l'IAD fait de la coopération au développement depuis plus de treize ans. L'IAD développe une politique de coopération internationale avec leurs enseignants, mais n'a consciemment pas de politique de mobilité étudiante. L'école estime que la technique ne peut être acquise ailleurs; les étudiants ne peuvent rater aucun module. L'intérêt humain d'une bourse au sud est reconnu, mais cela ne compense pas les nécessités de maîtriser les techniques cinématographiques. L'importance de construire un réseau de contacts en Europe est un autre élément qui décourage les étudiants à s'expatrier. Les enseignants prennent sur leur temps libre pour réaliser ces projets nord- sud; cela doit donc se planifier très longtemps à l'avance (plus d'un an); de la même manière que leurs disponibilités dans leur école.

Des projets « plus sociaux » se développent à l'intérieur des cours des ESA; le « projet de sensibilisation » pourrait y trouver une place; pourvu que cela soit prévu.

En conclusion, selon notre enquête, nous observons que les HE et les ESA semblent rarement disposer d'une véritable politique internationale et n'ont qu'exceptionnellement une approche de la citoyenneté mondiale proactive. La mobilité internationale est l'unique volet très concret disponible dans quasiment toutes les HE et ESA. Des échanges inter établissements sur la manière de concevoir une politique internationale dans les HE et les ESA pourraient être intéressants à envisager afin de développer la créativité ; il faut évidemment qu'il y ait une volonté claire des directions.

05. 2.2 / INTÉRÊT POUR L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT VS ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Dans notre enquête téléphonique auprès de personnes connaissant les activités d'Éducation au développement de l'ARES, mais n'y ayant jamais fait appel, nous avons pu constater qu'il y a souvent une méconnaissance de ce que veut dire « éducation au développement » et de qui peut être inclus dans ce terme. L'intérêt des bourses de voyage (autre outil de sensibilisation de l'ARES) est évident pour elles, mais la « sensibilisation à la coopération au développement » est floue. Une responsable de la coopération internationale disait ne pas savoir où diriger le mail qu'elle reçoit à propos de la bourse pour les « projets de sensibilisation ».

Seuls les EES déjà actifs dans des thématiques de coopération au développement semblent comprendre les possibilités de ce type de fonds. Selon « Annoncer la couleur », programme fédéral d'Éducation à la citoyenneté mondiale active dans les HE pédagogiques, les responsables pédagogiques et les enseignants

doivent comprendre les liens avec leurs cours et leurs objectifs d'apprentissage pour s'impliquer dans une dynamique de projet.

Une fois le concept « éducation au développement » expliqué aux interlocuteurs selon une vision de « citoyenneté mondiale », nombre d'entre eux y ont trouvé un intérêt important. Nous avons tenté d'affiner les publics cibles qui pourraient être intéressés par la thématique et de développer un projet. Cette identification s'est faite de manière rapide et évidente. Certaines unités d'enseignement (principalement en sciences humaines, communication, psychologie...mais d'autres aussi) et donc les enseignants et les étudiants pourraient y voir un intérêt.

Dans les ESA, il y a des initiatives qui pourraient entrer dans le cadre de cours spécifiques ou d'événement liant l'art au Sud. Par exemple, le « cinéma du réel » de Benoît Mariage pourrait développer des thématiques en lien avec le développement durable ou autre. Les retours après projets de coopération pourraient être des lieux d'ouverture vers la dimension citoyenne.

Certaines initiatives développées par les écoles auraient pu être financées par cette voie.

05.3 / PUBLIC CIBLE ET COMPLÉMENTARITÉ

Poser la question du public cible revient à se demander quels acteurs il faut toucher pour que l'objectif de sensibilisation des étudiants soit rempli de manière durable.

Les organisations travaillant à l'ECMS développent diverses réponses à cette préoccupation selon leurs histoires ou leurs réorientations. Cette stratégie doit être complémentaire au travail d'autres organisations. Leur souci est de répondre à une demande ou de susciter une réflexion qui permet d'appréhender différemment l'éducation.

L'ARES est un organisme qui se caractérise par la fédération de 127 établissements d'enseignement supérieur. Son accès direct aux directions, aux responsables internationaux ou de différentes commissions lui permette potentiellement d'avoir des portes d'entrées rapides vers ces EES.

À la demande de ses membres, elle a désigné les étudiants comme public cible du « projet de sensibilisation ». Les bénéficiaires finaux sont la communauté académique et la société. Les projets peuvent être initiés par des académiques, des étudiants ou des membres du personnel, mais doivent viser la sensibilisation des étudiants.

Nous nous sommes posé deux questions :

01. Le public cible choisi par l'ARES est-il pertinent ?
02. Les actions menées sont-elles complémentaires à celles d'autres acteurs travaillant avec le même public cible ?

05. 3.1 / PERTINENCE DU PUBLIC CIBLE ET BÉNÉFICIAIRES

Choisir les étudiants comme public est reconnu comme pertinent à plus d'un titre : ils sont dans un moment de construction de leur personnalité et ils ont potentiellement davantage de temps pour évoluer dans vers un engagement fort. C'est une raison pour laquelle la DGD l'a désigné comme public cible prioritaire ainsi que nombre d'ONG. Notons que plusieurs universités et hautes écoles sont également dans un processus de

reconnaissance de l'engagement sociétal (HE en Hainaut). Nous développerons cet aspect dans la partie conclusions.

Pour les participants aux activités, il est difficile d'évaluer objectivement l'influence que cela a eue sur eux ou sur le public bénéficiaire de leurs projets. Seuls deux projets ont pensé développer un outil de mesure et un seul a systématisé l'information.

Des résultats probants sont observables auprès des personnes qui ont développé les dix projets autour d'une thématique d'éducation au développement; soit environ une cinquantaine d'étudiants et une trentaine d'enseignants.

De facto, les enseignants sont le public cible le plus durable. Ils sont susceptibles d'apprendre et de communiquer à long terme avec les étudiants et, à terme, susceptibles de mettre plus de « citoyenneté mondiale » dans leurs cours.

Aux vues des considérations antérieures, nous pensons qu'il serait pertinent de valoriser l'engagement sociétal démontré tant par les enseignants ou le personnel que par les étudiants. Cela pourrait être un indicateur pertinent pour mesurer l'évolution du travail au sein des HE et des ESA.

Nous nous sommes également posé la question de la pertinence que ce soit l'ARES qui suscite cette dynamique. Nous pensons que cet outil se centrant sur les HE et les ESA répond à un besoin de soutien de ces instances en la matière et rend la problématique visible. Cela est explicité dans l'analyse de la stratégie internationale des ESA et HE.

05. 3.2 / COMPLÉMENTARITÉ DES ACTIONS ET DES ACTEURS

Plusieurs organisations travaillent dans les EES dont les HE et les ESA. La question de la complémentarité avec les actions d'autres acteurs nous a poussés à explorer les autres offres d'appui aux jeunes (et aux enseignants) pour des projets de sensibilisation.

Nous avons établi un petit tableau comparatif des offres les plus connues afin de voir si elles s'adressaient aux mêmes publics. En annexe vous découvrirez les détails de ces offres.

Public cible	Bénéficiaires	Services
		>>
		>>
		>>
		>>
		>> >> >>
		>> >>

Nous observons donc que les actions proposées par les diverses organisations ne sont pas similaires à ce qu'offre l'ARES ; l'approche enseignant/personnel académique-élèves est spécifique à l'ARES. Par rapport aux autres offres, l'ARES stimule à la fois le corps professoral, le personnel et les étudiants à agir pour la sensibilisation des étudiants.

Sachant qu'en matière de sensibilisation, l'ARES ne dispose pas d'une longue expérience ni d'un véritable « processus d'éducation au développement »⁴ de l'étudiant, il nous semble que l'ARES pourrait davantage « exploiter » une complémentarité avec les acteurs non gouvernementaux d'éducation à la citoyenneté mondiale ; cela permettrait de désigner une trajectoire de sensibilisation plus efficace.

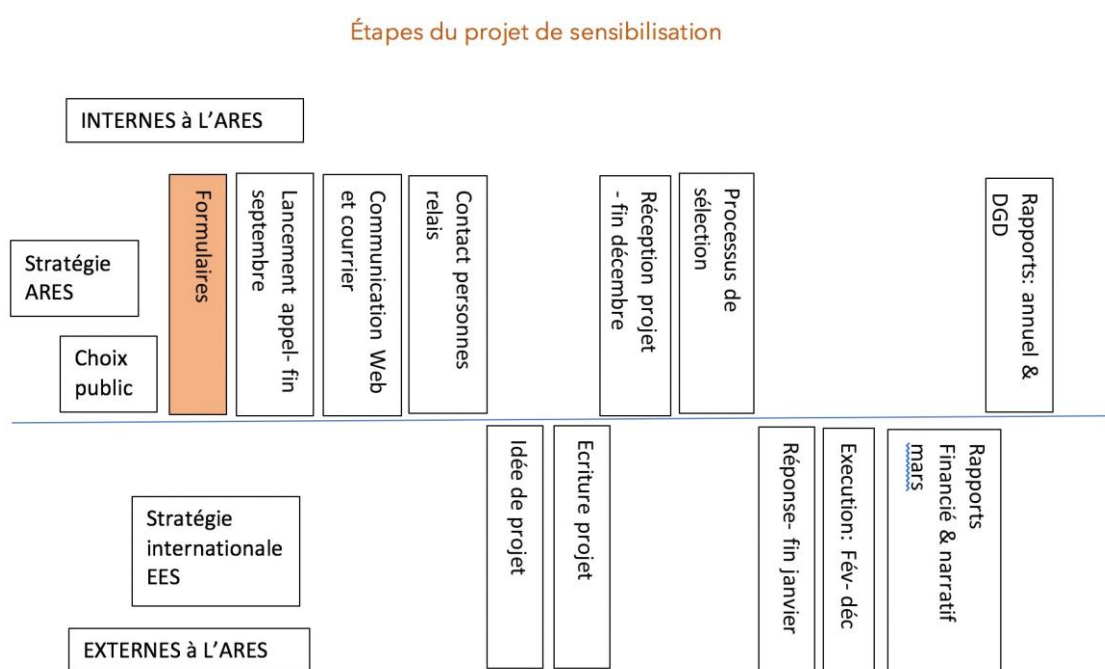
Nous constatons un manque d'accompagnement des candidats aux « projets de sensibilisation ». Il n'existe aucune approche claire de l'ARES appelant à se connecter ou à collaborer avec les acteurs de la coopération au développement spécialisé dans la sensibilisation à la citoyenneté mondiale (avec les jeunes). Les ONG disposent de nombre d'outils pédagogiques intéressants pour sensibiliser massivement sur certains sujets et sont également des actifs au niveau des EES. Sachant leurs difficultés à développer

⁴Nous parlons ici d'une stratégie tout au long de la vie de l'étudiant qui vise à s'assurer que tous les étudiants soient au moins visés une fois par une action de sensibilisation à la coopération au développement.

des actions dans les EES, les HE et les ESA sont des cibles intéressantes pour elles. Seules les ONG universitaires sont suggérées comme intervenant privilégié pour ces projets.⁵

Il y a donc une véritable complémentarité entre l'ARES qui peut faciliter la mise en contact et le débat stratégique et les institutions faisant de l'ECMS qui offrent leurs expériences et savoir sur les trajectoires de sensibilisation; tant extracurriculaire qu'intracurriculaire.

05.4 / FORMULAIRE ET CONDITIONS D'ACCÈS



Nous interrogeons ici la conception du formulaire et les conditions posées afin d'identifier si elles sont des freins ou des moteurs pour augmenter la sensibilisation des étudiants.

La perception des formulaires par les personnes interrogées est très variable selon leur expérience en formulation de projet. Les élèves ou les enseignants peu familiarisés à la logique projet ont trouvé le processus d'écriture et de rapportage financier complexe. Plusieurs personnes interrogées ont évoqué le travail complexe que constituait l'écriture d'un dossier et l'incertitude d'être dans le bon. Les formulaires très jargonnant et l'incertitude de l'octroi du financement semblent être des freins pour certaines personnes.

Une étudiante déclarait « sans l'appui d'un enseignant, on aurait laissé tomber ». Après expérience, cela leur semble faisable et même formateur pour la suite de leur carrière. Cette difficulté se reflète dans l'analyse de la qualité des questionnaires qui montraient des niveaux très inégaux de compréhension et d'écriture.

⁵ Dans les balises de l'appel à projet, il est suggéré de « s'appuyer sur l'expertise des ONG universitaire » et cet intervenant autre est suggéré via le questionnaire.

Il semble que la formule la plus efficace pour répondre à un appel à projets sensibilisation soit un travail de triangulation entre un responsable de la coopération internationale, l'enseignant responsable et les étudiants.

Dans le cadre de cette mission, nous avons été chargés par l'ARES de suggérer des changements pour plus de clarté. Nous avons clarifié les instructions, mais un travail de spécialiste en communication devra être réalisé pour sortir le « jargon coopération »; si telle est la volonté de l'ARES.

Nous suggérons à l'ARES de proposer à ses membres qu'un rapprochement plus clair se fasse avec les personnes responsables des projets internationaux des EES afin qu'elles deviennent elles-mêmes compétentes, quand c'est nécessaire, à former au remplissage de ce type de dossier.

05.5 / CONDITIONS : INTERÉTABLISSEMENTS, INTERSECTIONS/FACULTÉS ET ENSEIGNANTS-PERSONNEL & ÉTUDIANTS

Les projets de sensibilisation doivent avoir un caractère collectif, se développer prioritairement sur le campus et être sous la responsabilité d'un académique. Les collaborations avec d'autres acteurs sont encouragées et le caractère inter établissements est exigé (même si pas toujours réalisé). Ainsi l'approche projet est ici entendue dans une approche qui vise à mettre plusieurs personnes ensemble sur une ou plusieurs activités. Elle s'oppose à l'approche individuelle.

En analysant les dix propositions de projets et leurs rapports; nous en avons tiré quelques chiffres :

- » 1/3 des projets étaient développés par plusieurs écoles ensemble (maximum 3 écoles) ;
- » 2/3 des projets étaient développés ou concernaient plusieurs facultés ou sections (généralement 2 ou 3 sections) ;
- » En moyenne, chaque projet était porté par 4 étudiants ;
- » 1/3 des projets étaient portés par un seul enseignant ;
- » 2/3 des projets étaient portés en moyenne par 3 enseignants ;
- » Les initiateurs de ces projets étaient à 50 % des enseignants ou 50 % des étudiants.

Nous constatons que la dimension inter établissements a été rarement réalisée, mais qu'il est beaucoup plus aisé de réaliser des projets transversaux à plusieurs sections.

Après entretiens, nous comprenons que la dimension inter établissement est vécue comme riche par les enseignants et les élèves, mais très complexe à réaliser, car demandeuse (en termes de coordination et temps). Si le public cible potentiellement touché (les étudiants) en est augmenté, l'investissement de chacun est supérieur, car il faut négocier le type de projet à réaliser et l'organiser entre plusieurs personnes. Les enseignants et le personnel des départements internationaux soulignent que ce projet est additionnel au travail habituel et qu'il est idéal de ne pas alourdir le processus.

La dimension « projet collectif » est généralement présente ne fut-ce que par le fait que le projet était porté au moins par un enseignant et plusieurs étudiants et régulièrement par plusieurs enseignants, de plusieurs sections, et plusieurs étudiants. L'aspect qui mériterait d'être amélioré est la valorisation de la mise en action et de l'apprentissage (des aspects de citoyenneté mondiale et du travail en collectivité) des acteurs de l'EES (étudiants & enseignants) par la mise en œuvre du projet.

Grâce aux nouveaux indicateurs (nombre de personnes impliquées), l'ARES pourra expliciter davantage le nombre de personnes mises en action (4e niveau de l'engagement citoyen) autour de l'éducation citoyenne ; cela pourra davantage être valorisé dans l'atteinte de l'objectif général.

Le porteur de projet doit être un enseignant. Nous désirions savoir si c'était un frein ou un moteur. Dans les faits, les projets présentés ont été initiés à 50 % par des enseignants et à 50 % par des étudiants. Nous n'avons pas pu interroger suffisamment d'étudiants et d'enseignants pour avoir un avis clair sur la question. Mais sachant qu'il existe d'autres fonds totalement indépendants des enseignants (WBI), que ces « nouveaux établissements » (nés de fusions entre HE) sont souvent situés sur différents campus. Sachant qu'il existe certains fonds propres pour financer des initiatives d'étudiants, nous pensons que c'est une richesse qui permet d'ouvrir diverses synergies.

Il nous a été rapporté que cela améliorerait la synergie entre enseignants, mais aussi que cela soutenait le travail des étudiants (guidé par leurs enseignants) ou le travail des enseignants en besoin de soutien logistique et pratique dans l'exécution des projets. Plusieurs étudiants ont apprécié la mise en contact avec le milieu professionnel (enseignant ou ONG).

Pour les étudiants, il existe plusieurs bénéfices secondaires à la participation dans un « projet dit social » ; ils acquièrent des « soft skills » considérées comme des aspects essentiels dans la vie professionnelle (assertivité, gestion du temps, gestion d'équipe, etc.) et développent un réseau professionnel. Des études sur l'employabilité des jeunes montrent que les étudiants engagés durant leur vie étudiante sont favorisés par les employeurs.

En conclusion, la conditionnalité de travailler avec deux EES est complexe à réaliser et est demandeuse (en termes de coordination) ; elle peut être suggérée, mais non exigée.

Les dynamiques transversales au niveau d'un établissement (sections/facultés) nous semblent importantes pour pouvoir activer une dynamique d'établissement (entre enseignants ou personnel) et une dynamique entre étudiants de sections différentes. Cela permet de toucher davantage d'étudiants, mais aussi de diffuser l'expérience au sein de différentes sections ou facultés. Pour toutes les raisons évoquées plus haut, le croisement entre le monde étudiant et professionnel (enseignant et coopération) nous semble unique et formateur ; c'est à conserver.

Un accent supplémentaire (bénéfices secondaires répondant à la mission d'enseignement des EES) pourrait être mis en avant sur l'aspect formatif (soft skills) de l'approche projet et sur l'approche pédagogie alternative (participative et critique).

05.6 / CHOIX DE LA PÉRIODE ET FRÉQUENCE

Pour l'instant, l'appel à projets de sensibilisation est lancé fin septembre pour débuter début janvier de l'année suivante ; avec une durée d'une année civile. Cela signifie que pour l'étudiant, le projet s'étend sur deux années d'étude. Il est donc important de vérifier que le projet soit adéquatement placé dans le parcours étudiant.

Les HE et les ESA ont des durées de parcours différents : 3 ans de Bachelier + 1 ou 2 ans de Master. La première année des bacheliers est une « année d'adaptation » pour les étudiants et, en fin d'année, un certain

« tri naturel » des étudiants s'y effectue. De plus, les HE qui offrent des bacheliers en trois ans développent un plan de travail l'année antérieure et les conditions ne sont pas optimales pour initier un nouveau projet.

Réaliser le projet en bachelier bloc 2 ou 3 est le plus intéressant, car il y a davantage d'étudiants motivés et disponibles. La dernière année de bachelier et de master est une année consacrée aux stages ou mémoires. Cela signifie que la fenêtre de mise en action est étroite.

À moins d'être intégré dans un cours, sans étudiant présélectionné comme partenaires, le projet devra être déposé en début de bachelier bloc 2 et être exécuté au deuxième semestre ou au 1er semestre du bachelier bloc 3.

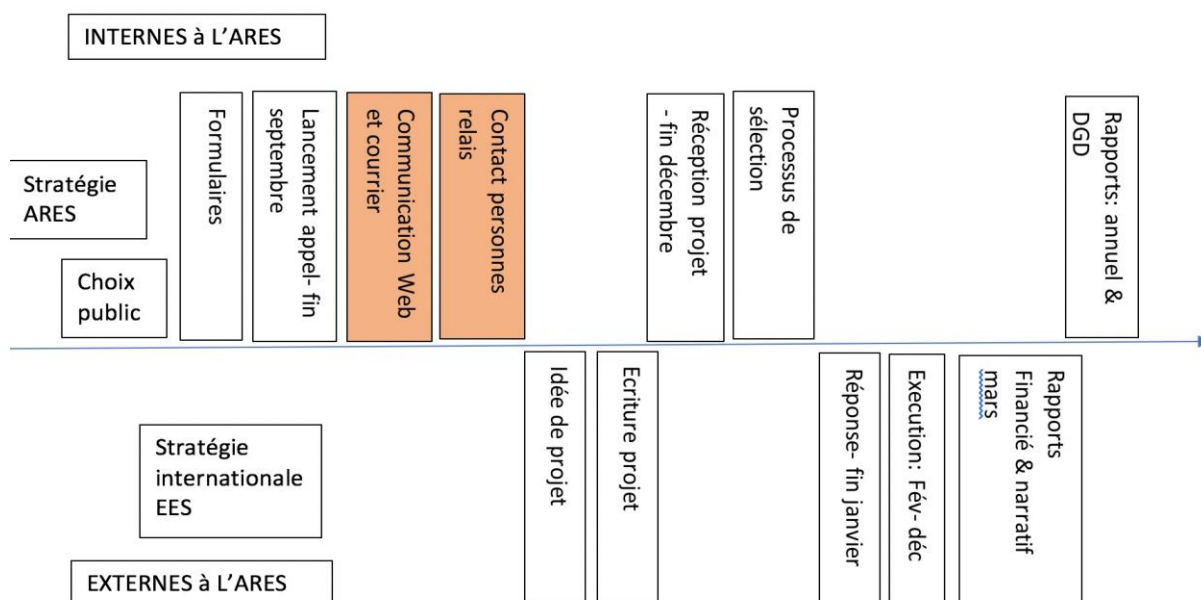
Pour les masters, cela s'avère plus compliqué s'il n'y a qu'une année de master.

Le projet est vu par les étudiants comme une opportunité de rentrer en contact avec le milieu professionnel et d'expérimenter. C'est donc très positif pour ceux qui le font en fin de parcours.

En conclusion, nous pensons que la fréquence d'émission de l'appel est adéquate dans le cadre de projets extracurriculaires, mais qu'elle est inadéquate pour des projets intracurriculaires. Un déplacement de la date de lancement (en avril) ou une augmentation de la fréquence offrirait plus de possibilités aux enseignants d'adapter leurs cours grâce à cet apport et aux étudiants de réaliser correctement les projets soumis (en les préparant/débutant avant la rentrée de septembre).

05.7 / COMMUNICATION

Étapes du projet de sensibilisation



Dans nos entretiens et au travers des rapports, nous avons tenté de découvrir comment avait été connu l'outil de sensibilisation et comment il y avait moyen d'améliorer la communication autour de cette initiative.

- » L'ARES a coutume d'envoyer l'information sur le « lancement de l'appel à projets sensibilisation » aux directions des EES, qui transmettent à qui de droit ; souvent les responsables des départements internationaux ou d'autres personnes qui sont les contacts privilégiés de l'ARES.
- » En 2017, des rencontres ont été organisées à l'ARES et dans les pôles éducatifs pour diffuser les différents outils de sensibilisation.
- » Le site internet demeure le moyen le plus rapide pour s'informer des différentes initiatives de l'ARES.

Nous n'avions pas les moyens de tracer le processus informatif de tous les projets, mais nous avons néanmoins interrogé nos interlocuteurs de la voie par laquelle ils avaient pris connaissance (ou non) de cet outil.

Voici quelques observations :

- » Le fonds de sensibilisation semble peu connu des personnes interrogées ; même celles qui offrent des bourses à leurs étudiants (autre instrument de sensibilisation ARES) ;
- » Les interlocuteurs de l'ARES (coopération internationale) qui connaissent le fonds ne se sentent pas toujours capables d'expliquer ce qu'est la sensibilisation à la coopération au développement et dès lors, ne savent à qui diriger l'information ;
- » Les étudiants qui réalisent ce type de projet en fin de parcours (bachelier ou master) ne sont pas vecteurs de publicité pour les autres étudiants (car ils s'en vont) ;
- » Les étudiants qui remplissent un questionnaire ou réalisent un événement pour la première fois ont besoin d'un appui technique pour comprendre l'approche projet (souvent offert par un enseignant ou le responsable de relations internationales).
- » Au moins trois interlocuteurs ont mentionné le fait qu'ils souhaiteraient la présence de l'ARES lors de leurs événements ;
- » Le site de l'ARES est généralement estimé comme clair ; mais le terme « outil de sensibilisation » n'est pas systématiquement activé (cf page de garde actuelle de l'ARES). Du coup, faire un lien rapide est plus complexe ;
- » Effort de communication plus directe de l'ARES vis-à-vis des HE est reconnu.

Globalement, nous pouvons conclure que l'approche des membres de l'ARES est pertinente dans le cadre actuel.

Approfondir la communication directe avec les directions et les responsables internationaux nous semble pertinent. D'un point de vue pratique, il faut continuer à renforcer leur compréhension de ce que signifie l'ECMS afin qu'ils y apportent une attention spécifique et voient concrètement ce qu'ils peuvent proposer à leurs établissements.

Dans les HE ou les ESA, ces personnes combinent plusieurs postes et il n'est parfois pas aisé d'identifier et de comprendre un mail parmi plusieurs boîtes différentes (une responsable me disait avoir 5 boîtes email différentes). Certains ont demandé « d'insister et de rappeler les deadlines » et d'autres d'être « très synthétique » pour que les enseignants lisent le message.

Si le site de l'ARES a été reconnu comme très clair, il a aussi été évalué comme « peu attractif » ; il pourrait être illustré davantage. Des photos et des exemples de projets (une vidéo courte) pourraient donner

rapidement des exemples de réalisations ; de nos jours ce n'est plus très compliqué. Des outils du type « petite vidéo YouTube explicative » pourraient faciliter la diffusion des messages.

Les *sessions d'informations organisées par l'ARES* sont très appréciées. Une ESA a souligné que cette approche de proximité a permis de se sentir plus proche de leur réalité.

Elles demeurent néanmoins améliorables afin de jouer un rôle davantage stimulant. Globalement, les responsables internationaux demandent des exemples concrets d'initiatives et souhaitent réfléchir aux liens possibles dans leurs écoles. Ils veulent comprendre vers qui envoyer l'information.

Par rapport aux ESA, le *langage utilisé* est considéré comme spécifique au secteur artistique. Une approche plus adaptée serait fortement appréciée. Les professions artistiques ont du mal à se retrouver dans l'approche actuelle. Ils travaillent volontiers avec le WBI ou ACP Culture. Une approche commune avec des ONG d'éducation à la citoyenneté liées à l'art (Africalia, CEC par exemple) pourrait permettre d'alimenter cet axe.

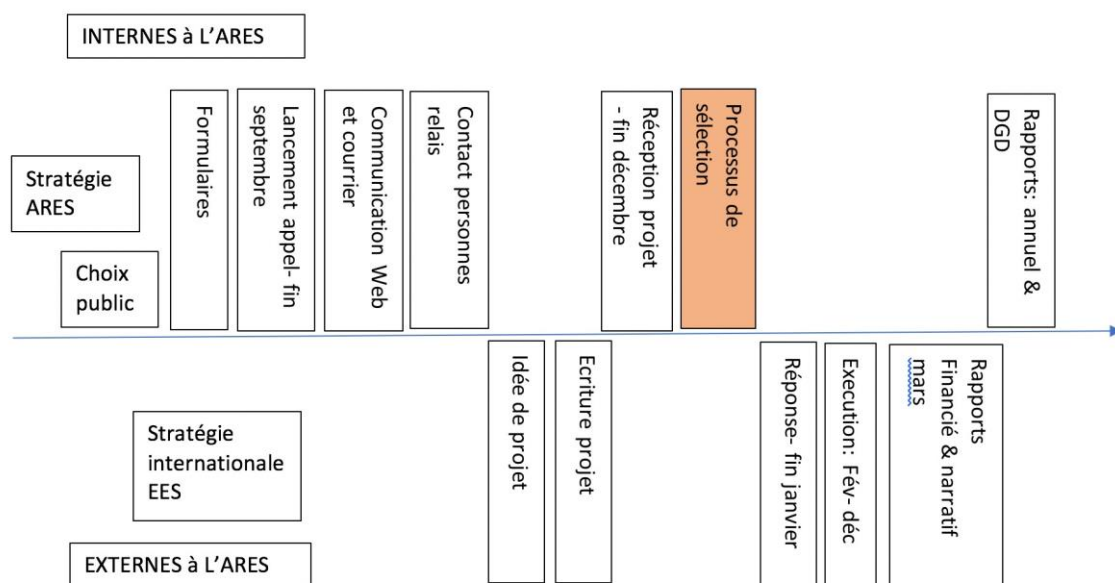
Dans l'analyse du seul projet de sensibilisation déposé par une ESA auprès de l'ARES, nous pouvons constater qu'il existe un potentiel fort dans ces écoles, car elles offrent une approche originale qui permet également d'ouvrir les réflexions vers d'autres publics (Conférence au Bozar).

En conclusion, nous pensons que le contact direct avec les responsables internationaux est à poursuivre et à approfondir, car il facilite leur travail de communication à l'intérieur de leurs établissements ; cela permettra probablement que les appels soient « plus visibles ».

Les ateliers d'information pourraient se montrer davantage participatifs afin de cibler davantage les « bonnes sections », « bonnes personnes » à qui envoyer l'information. Une approche spécifique aux ESA serait à établir ; si possible en collaboration avec des institutions qui parlent leur langage et sont susceptibles de donner des exemples de projet de sensibilisation adapté aux écoles des Arts. Nous suggérons d'illustrer davantage les projets de sensibilisation sur le site internet.

05.8 / PROCESSUS DE SÉLECTION

Étapes du projet de sensibilisation



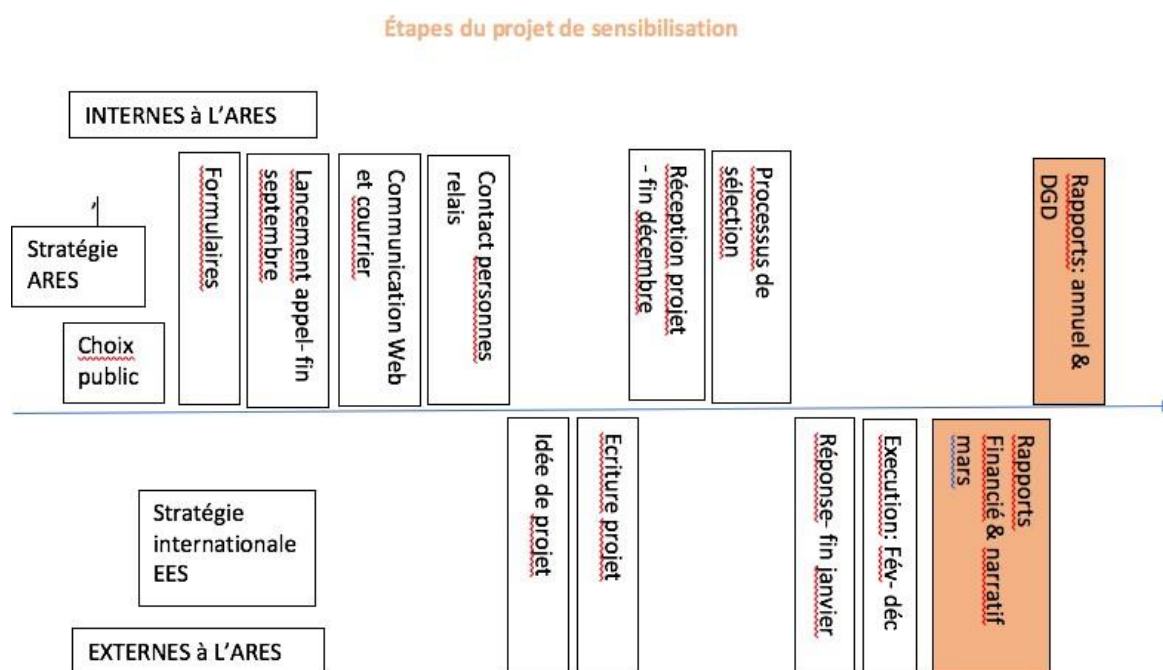
Au niveau de la sélection des projets, nous ne pouvons nous prononcer puisque le nombre de projets proposés n'a pas nécessité de réaliser une véritable sélection. Nous suggérons que la grille soit révisée et que de certains facteurs soient pondérés de manière cohérente afin d'être efficace en cas d'afflux de projets. Pour la transparence du processus, il est important de transmettre cette pondération aux candidats.

Parmi les critères qui nous semblent importants pour des actions de sensibilisation au niveau des EES :

- » La prise en compte de la dimension critique et systémique du projet ;
- » Le nombre d'étudiants et d'autres personnes touchées sur les campus ;
- » La dimension intersections/interfacultés & interétablissements ;

La possibilité que l'activité puisse être réutilisée pour faire entrer la dimension citoyenneté mondiale dans le cadre d'un cours ou d'un événement de sensibilisation.

05.9 / RAPPORTAGE ET ÉVALUATION DES « PROJETS DE SENSIBILISATION »



Dans cette section, nous sommes repartis des trois documents que reçoivent les enseignants, le personnel et les étudiants qui désirent ou participent à un projet de sensibilisation : les balises et orientations liées à l'outil de sensibilisation, les 10 projets déposés au courant des trois années du projet ainsi que les 10 rapports de fin de projet.

En lisant les « orientations stratégiques et les balises de l'appel à projets sensibilisation »⁶, nous partageons les conclusions et recommandations réalisées par d'autres consultants : « nous constatons une multiplicité d'objectifs spécifiques ce qui offre de la confusion aux enseignants et aux étudiants sur la direction à prendre. D'un point de vue technique, on considère que l'objectif spécifique est l'objectif à atteindre à la fin du projet et qu'il doit donc être unique et se situer dans la sphère d'influence. Pour les candidats à l'appel à projets, il est impossible de répondre à tous ces objectifs à la fois. Pour l'équipe de l'ARES, il est impossible de mesurer l'atteinte »⁷. Il y a au moins quatre objectifs spécifiques et deux axes prioritaires ; c'est excessif. L'ARES s'en préoccupe puisque des suggestions d'améliorations sont demandées dans le cadre de cette mission.

Dans le formulaire d'appel à projets, on mentionne que le projet doit être développé autour de la thématique du développement humain durable et de la contribution des acteurs académiques aux processus de développement. Il faut aussi que les messages véhiculent « la vision et les réalités du Sud ».

⁶ Cf. Annexe 2

⁷ Rapport de l'évaluation externe des activités de sensibilisation au développement de l'ARES, Xavier Rosy et Edurne Aguirre, BIEF, avril 2015, p. 60.

Nous observons que le choix de l'orientation est laissé ouvert: mise en valeur de la coopération au développement des universités ou de la citoyenneté responsable ; ces orientations multiples amènent de la confusion.

05. 9.1 / CHOIX DES THÉMATIQUES ET TYPE D'ACTIVITÉS

Les projets doivent « sensibiliser les étudiants à la problématique du développement pour en faire des citoyens responsables et ouverts sur le monde, capables de prises de position éclairées sur les grands enjeux mondiaux et la solidarité internationale, et conscients de leur capacité à influencer le changement vers un monde plus juste ». ⁸ Ils doivent avoir un lien avec la « thématique du *développement humain durable et la contribution des acteurs académiques aux processus de développement* ». ⁹

Thèmes

Tous les thèmes avaient un lien avec les objectifs de développement durable (ODD) (responsabilité des consommateurs, agroécologie, le commerce et le développement, etc.) ou amenaient à la réflexion critique sur le cadre conceptuel autour de la coopération au développement (réappropriation de l'histoire coloniale et art).

Certains projets évoquaient les ODD dans leurs descriptions; ce n'était pas systématique.

Contribution EES au développement

50 % des projets présentés ont mis en lumière une contribution des EES au développement. Il s'agit principalement de la mise en exergue soit des projets de coopération, soit des expositions des TFE, stages et voyages en lien avec les pays en développement.

Nous estimons que les projets qui ont eu lieu dans un cadre intracurriculaire (50 % des projets ont un lien direct avec une unité d'enseignement) sont également significatifs d'une dynamique interne des EES sur les sujets de développement ou citoyenneté mondiale.

Types d'activités

- » Salon Nord/Sud présentant des initiatives du Nord qui se font au Sud (ONG, ASBL, etc.) ;
- » Forum Nord/Sud : débats autour de thématique liés à la coopération au développement ;
- » Création d'un reportage et distribution, animation vers des groupes spécifiques ;
- » Projection d'un film sur une thématique et animation pour un public large ou spécifique ;
- » Actions en faveur d'un monde plus juste (petit-déjeuner Oxfam, pétition Amnesty, etc.) ;
- » Liens avec les étudiants du Sud ;
- » Présentation des TFE, stage et voyages d'études dans les pays en développement.

Approches pédagogiques

L'approche des EES s'est voulue ouverte, car tous les projets ont fait appel à des ONG ou des ASBL (& centre d'accueil pour demandeurs d'asile) dans la mise en œuvre de leurs activités. Elles ont soit appuyé la réflexion, soit présenté leur point de vue et/ou leurs activités, ou encore animé un atelier. Il nous semble que

⁸ Appel à proposition 2017, Orientations stratégiques et balises, pg 5.

⁹ Ibidem, pg 7.

cette approche est constructive et doit perdurer, car elle permet d'apporter l'avis d'acteurs spécialisés dans le secteur.

Le point de vue du sud par la diaspora ou les étudiants étrangers étudiants dans les EES dans ces débats ont peu été développés. Seuls deux projets ont pris en compte directement ces aspects. Un projet a invité une personne externe issue des pays en développement.

L'expérience dans les HE pédagogiques et dans d'autres formes de sensibilisation du milieu informel de l'éducation, nous observons que les méthodologies participatives sont les plus efficaces. Il s'agit de sensibiliser et donc de toucher les étudiants. Dans le cas des « projets de sensibilisation de l'ARES », l'approche pédagogique des activités de sensibilisation a été prise en charge ou supervisée par les enseignants.

La grande majorité des activités ont une approche transmissive avec un court moment de débat et questions. Nous ne comptons que peu de méthodes actives d'apprentissage ou expérientielles. L'expérience des ONG spécialisées en éducation à la citoyenneté mondiale en milieu scolaire n'a que rarement été exploitée pour leurs qualités pédagogiques (1 x). Notons que les sujets d'actualité ou les « sujets chauds » sont des moteurs utilisés par toutes les ACNG pour stimuler le développement de débats.

De plus, plusieurs EES ayant développé un projet de sensibilisation ont présenté lors d'un Forum/Foire leurs TFE, stages ou voyages en lien avec les pays en développement. Nous pensons que ces expériences sont intéressantes à partager, mais devraient être entourées de précautions éthiques. Les préjugés et conclusions hâtives sur les différences culturelles sont facilement transmis par des présentations étudiantes indépendantes. Nous nous interrogeons sur l'existence d'une vision critique et systémique dans ces présentations de voyages ou d'études. Cette préoccupation n'a pas pu être confirmée par cette analyse.

05. 9.2 / DURABILITÉ

Dans le formulaire projet, la durabilité est définie comme un projet pouvant avoir des « effets durables sur le public ciblé ». Comme évoqué plus haut, la durabilité d'un projet ponctuel est très discutable. Par ailleurs, disposer d'information sur la durabilité d'un effet nécessite des moyens qu'aucun des partenaires n'a développés (sauf un).

Il nous semble que ce critère n'est pas pertinent. Par contre, nous pensons que dans le cadre d'une activité « one shot », il pourrait être demandé si le produit issu du projet pouvait être réutilisé dans d'autres circonstances. Nous pourrions appeler cela un critère de reproductibilité.

Ainsi les (2) projets liés à des documentaires et à une animation devraient être diffusés et utilisés par les ONG qui les ont utilisés durant le projet.

Une fois connus, les responsables des projets ont dit « désirer recommencer l'initiative » ; ils offrent un potentiel de durabilité au sein de l'école. Néanmoins, il n'y a pas d'actions concrètes qui pourraient garantir que ces enseignants ou personnels engagés restent dans cette dynamique. Cette durabilité interne ne semble pas exister actuellement ; ce sont des « one-shot ».

05. 9.3 / INTRACURRICULAIRE OU EXTRACURRICULAIRE ?

Les « projets de sensibilisation » financés par l'ARES sont à 50 % en lien direct avec un enseignement (stage, mémoire ou travail intermédiaire); ils ne sont jamais des projets de classe, mais de petits groupes ou d'individus.

Nous observons que certaines matières ou sections semblent « intrinsèquement » plus intéressées par ce type de projet : pédagogie, sciences sociales, coopération au développement et éducation permanente, communication sociale, économie et développement, etc. Le stage et les mémoires sont deux manières d'intéresser les élèves à ce type d'initiative.

Dans certaines ESA et HE, il existe une unité d'enseignement visant à apprendre aux étudiants à « monter des dossiers de projet (artistique ou autre) ». La « logique projet » étant la même, participer à un projet de sensibilisation pourrait, en plus de sensibiliser les autres étudiants, permettre aux étudiants de développer « un exercice pratique » en écriture de projet. Pour l'instant, ce travail de mise en lien avec ce cours n'est pas réalisé.

Quand le point de départ de l'engagement dans un projet de sensibilisation est issu d'un enseignement, il se traduit par des projets plus complexes (point de vue recherches de documents, construction du message, moyens de recherche, etc.). Nous pensons spécifiquement aux documentaires qui ont été réalisés avec un but de sensibilisation ou de formation.

Néanmoins, une fois le film terminé, la sensibilisation via la diffusion et l'animation de l'outil semble plus difficile à mener. L'exigence du calendrier se pose alors avec plus d'acuité (d'abord les examens, les travaux) et sa diffusion devient alors secondaire... L'outil (mémoire médiatique) est prioritaire.

Si les étudiants interconnectent le projet à un stage/voyage, il faut qu'il soit réalisé avant la dernière année de bachelier ou master pour pouvoir diffuser les actions; ils doivent pouvoir anticiper la chose et travailler vite. Le timing semble court...

Plusieurs freins ont été évoqués par les enseignants :

- » Surplus de travail engendré par l'initiative
- » Difficulté du travail inter établissements
- » Difficulté à intégrer cet outil dans leur agenda de travail à long terme

Pour permettre à l'enseignant d'intégrer un projet de sensibilisation dans son cursus, il doit pouvoir prévoir un an à l'avance ce type de financement pour adapter son programme d'enseignement et y donner de la place.

Les personnes interrogées sur les projets hors cursus, a trouvé cette approche riche, car elle obligeait des écoles ou des sections (coopération au développement avec infirmier.e.s) à travailler ensemble. En pratique, cela semble globalement compliquer les initiatives ; sauf en interne où les sections et la dynamique institutionnelle s'en trouve enrichis. Cela permet de mieux connaître ses collègues et de créer de la cohésion.

Certaines personnes semblent dire que se détacher de l'institutionnel est important pour les étudiants... Il faudrait pouvoir leur permettre de réaliser cela hors du cursus et sans enseignant.

Il nous est difficile de conclure sur la motivation additionnelle ou non qu'engendre une initiative intra ou extracurriculaire. Par contre, nous pouvons supposer que l'apprentissage et la sensibilisation seront d'autant plus forts qu'une autorité morale (la direction) s'y investit avec force et méthode.

05. 9.4 / ANALYSE DES « PROJETS DE SENSIBILISATION » PRÉSENTÉS À L'ARES ENTRE 2015 ET 2018

Lorsque l'on réalise un bilan qualitatif de projet, les critères classiques à prendre en compte sont la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité (critères CAD). L'approche environnement et l'approche genre étant des priorités de la DGD, ils doivent également à prendre en compte.

Dans le cas des projets de sensibilisation de l'ARES, nous sommes face à des projets collectifs et ponctuels; répondant aux critères spécifiques à l'ARES (dimension inter établissement, intersections/ — facultés, mises en avant des actions de coopération internationale académique, innovateurs).

Ces projets de sensibilisation sont des projets « one-shot » touchant la communauté étudiante. La durabilité de la sensibilisation d'un étudiant suite à un projet ponctuel nous semble très relative. Mais nous ne disposons pas de données pour mesurer l'efficacité de ceux-ci. Un instrument de suivi est à établir (dans le cadre de cette mission). Nous pensons qu'intégrer ces projets dans un processus de sensibilisation plus long et distillé à différent niveau du passage de l'étudiant aurait davantage de probabilité de réussir.

Nous avons pris l'analyser la cohérence des projets dans leur ensemble et d'analyser les thématiques, la dynamique et la durabilité des projets, nous avons davantage travaillé sur les points forts et les points faibles des projets. Des fiches détaillées par projets sont en annexe 3. Les projets qui pourraient être « répliqués » sont évalués comme durables dans les fiches.

Points forts

- » Tous les projets ont fait intervenir des ONG et ont donc ouvert le monde professionnel de la coopération au développement aux étudiants ;
- » Tous les projets ont des liens avec les objectifs du développement durable (affirmé ou non) ;
- » 50 % des projets présentés mettaient en lumière l'apport des EES au développement ;
- » Ouverture vers différents types d'organisation (ASBL, ONG, centre d'accueil) ;
- » Au moins deux projets ont été repris par des partenaires du projet pour être réutilisés dans d'autres circonstances ;
- » Dans 50 % des cas, les projets réalisaient des liens entre les études suivies et la coopération au développement/enjeux mondiaux (cela offre la possibilité de poursuivre la réflexion après le projet).

Points faibles

- » Les membres de la diaspora ou les étudiants étrangers ont été peu sollicités ;
- » L'aspect innovant et créatif n'est pas très présent (sauf au niveau d'une initiative en communication qui offert une approche transdisciplinaire approfondie et dans une ESA où une réflexion sur l'héritage colonial et l'art a été développée) ;
- » L'aspect critique et systémique des causes du « mal développement » et des enjeux mondiaux ne sont pas systématiquement expliqués (faire la promotion d'une expérience de voyage à l'étranger sans avoir une vision systémique perpétue des clichés) ;

- » L'approche pédagogique est souvent de l'ordre du transmissif et très peu du participatif ;
- » Mises en action très faible (petit déjeuner Oxfam, pétition) ;
- » Peu de possibilités de répliquer les projets développés (sauf deux) ;
- » Le rapport met peu en avant la participation réelle des intervenants dans le projet et leurs apprentissages.

Nous répétons que nous n'avons pas de données suffisantes pour nous prononcer sur l'efficacité de ces projets de sensibilisation. Néanmoins, selon notre analyse et notre expérience, les facteurs suivants offrent un potentiel important de « formation de citoyens mondiaux conscients et solidaires » :

- » Un travail de recherche et critique de la part des étudiants ;
- » Un « produit » est adapté à un public cible spécifique ;
- » Une dynamique de travail entre ONG, enseignants et étudiants existe ;
- » Une mise en lien avec le curriculum (ce qui permet d'envisager une trajectoire d'apprentissage au-delà du projet) ;
- » La mise en action et en débats/échanges avec des publics externes ou des débats d'actualités sont proposés.

06. CONCLUSIONS

Dans cette section, nous tirons des leçons des différents constats évoqués plus haut. Nous ferons allusion à certaines étapes clefs du processus « projet de sensibilisation ».

06.1 / STRATÉGIE DE L'ARES EN MATIÈRE DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

L'ARES dispose d'un plan stratégique 2017-2026 en matière de coopération au développement qui lui a servi de ligne directrice pour la définition du programme quinquennal 2017-2021. Ce dernier est né dans un climat mouvant où les exigences de la DGD en termes d'analyse, de complémentarité et d'utilisation d'outils ont engendré de multiples discussions entre acteurs aux visions différentes et peu habituées à fonctionner ensemble au quotidien. Ainsi, l'analyse contextuelle commune et la définition d'un cadre stratégique commun pour la Belgique avec les acteurs non gouvernementaux ont placé l'ARES dans une position nouvelle où elle a peiné à trouver sa place avec des acteurs déjà baignés dans une nouvelle approche qualité (screening) et familiarisés à la formation de consortium et partenariats.

Dans ce contexte d'activité intense de concertation, l'outil « projet de sensibilisation » était en train d'être testé. Au moment d'élaborer la théorie du changement du dernier programme quinquennal DGD, il n'existait pas encore de conclusion sur cette approche et les concepts d'éducation au développement n'étaient pas présents dans le plan stratégique de l'ARES.

Compte tenu des débats qui ont précédé la définition du programme, des entretiens effectués et des lignes directrices de la DGD, nous concluons à la pertinence générale de l'objectif de l'axe sensibilisation « La conscience citoyenne et l'ouverture au monde des étudiants sont renforcées, ce qui les amène à devenir acteurs de changement ».

Nous avons constaté une amélioration des indicateurs proposés par l'ARES depuis le démarrage du programme en 2015. Vu la jeunesse du programme et ce changement d'instrument de mesure (amélioré), nous n'avons pu tirer de leçon des rapports annuels. Il reste à trouver un indicateur suffisant pour mesurer l'atteinte de l'objectif. Il n'existe pas d'outil pour constater la sensibilisation effective ou non des étudiants suite à l'utilisation des outils proposés par l'ARES ; il faudrait donc le développer. Un questionnaire qualitatif simple sera proposé dans le cadre de cette mission.

Nous notons que l'objectif et résultats à atteindre dans le cadre de l'axe sensibilisation de l'ARES restent timides par rapport à l'ambition qu'il s'est donnée dans la théorie du changement ; soit « La conscience citoyenne et l'ouverture au monde des étudiants sont renforcées, ce qui les amène à devenir des acteurs de changement ».

L'initiative de l'ARES se caractérise par la mobilisation des enseignants et du personnel des EES afin de créer une dynamique de sensibilisation à la coopération au développement. L'ARES, dans son questionnaire d'appel à projets, suggère l'importance de s'appuyer sur des acteurs de la coopération au développement. Néanmoins, elle fonctionne comme un acteur de stimulation de la sensibilisation relativement isolé des autres. Un dialogue existe avec les ONG universitaires, mais cette dynamique ne se diffuse pas au niveau des ESA et des HE. Ces dernières n'ont généralement pas « d'ONG sœurs ».

D'autres acteurs sensibles aux questions de citoyenneté mondiale sont présents dans ces contextes. Les ASBL interculturelles, ACNG ou programme fédéral offrent certaines fois des fonds, mais souvent des outils de sensibilisation avec un accompagnement individuel ou collectif pour la mise en œuvre de ces programmes. Ces institutions n'ont pas toujours l'habitude de collaborer, mais divers espaces se sont créés pour pouvoir analyser les approches et améliorer les interventions.

Au niveau belge, il existe un espace d'échange d'expériences et de construction d'outils via la plate-forme WikiCM ; il se destine à organiser la rencontre des acteurs de l'enseignement et des acteurs non gouvernementaux qui travaillent à l'intégration de l'éducation à la citoyenneté mondiale dans l'enseignement. Il a pour objectif de créer un laboratoire d'expérimentation et de créer des outils. C'est le programme fédéral Annoncer la couleur qui coordonne la plate-forme. Cette dernière avait déjà créé collectivement un outil spécifique pour les hautes écoles pédagogiques désireuses d'intégrer la thématique de « l'éducation à la citoyenneté mondiale » dans leurs curriculums.

L'équipe travaillant la sensibilisation à l'ARES y a participé, mais ne trouve actuellement pas sa place sur cette plate-forme qui est principalement investie par des acteurs de l'enseignement obligatoire. Actuellement, au niveau belge, il nous semble qu'un espace de dialogue et d'échanges devrait se créer avec ces autres acteurs de la sensibilisation afin de voir comment améliorer le « dialogue entre elles » et échanger sur les expériences mutuelles spécifiquement pour ce public d'enseignement supérieur.

Au niveau européen, il existe le réseau comme Global Education Network Europe (qui produit des rapports et induit du peer coaching sur ces questions d'éducation citoyenne et mondiale & l'apprentissage) ou encore le réseau Angel qui réunit des partenaires européens actifs en « Global Education ». Au niveau mondial, le réseau Global Education de l'UNESCO favorise aussi les échanges entre pairs. Il nous semble intéressant de garder un œil sur une dimension supranationale. Cela veut également dire que le dialogue avec le VLIR doit également continuer.

06.2 / LIENS ENTRE LES MISSIONS DE L'ARES, LA « MISSION D'ENSEIGNEMENT » ET LA MISSION « SERVICES À LA SOCIÉTÉ » DES EES

De manière stratégique pour l'ARES, la participation du personnel ou des académiques dans un projet de sensibilisation a été encouragée grâce à l'outil « projet de sensibilisation » puisqu'ils peuvent être les initiateurs de ceux-ci ; en collaboration avec des étudiants.

Cet aspect n'est actuellement ni mesuré ni valorisé. À long terme, des indicateurs visant à montrer l'augmentation du dynamisme des HE et des ESA en matière de sensibilisation valoriseraient encore davantage le travail effectué par le programme. Aujourd'hui, les ESA semblent encore peu actives dans le domaine.

Plusieurs projets ayant des visées de sensibilisation ou de mise en action de citoyen mondial et solidaire auraient pu être financés par le projet de sensibilisation, mais n'ont pas eu connaissance de ce budget (conférence, documentaire). La mise en valeur d'initiatives existantes (intra ou extracurriculaire) au sein des campus participe à l'amélioration de la connaissance du fonds, mais aussi à la reconnaissance de l'EES comme acteur de la société et formateur de citoyen.

Dans ce cadre, nous avons observé que plusieurs de ces projets étaient intracurriculaires et donnaient lieu à une reconnaissance (via ECTS). Ce constat s'inscrit dans un contexte qui vise à valoriser l'engagement des étudiants. Ainsi, cette tendance de reconnaissance de l'engagement étudiant durant leurs études existe dans plusieurs pays européens, une haute école en Belgique (Haute École en Hainaut) et plusieurs en Flandre. La première mission d'enseignement des EES rejoint alors la deuxième qui vise à offrir des services à la société.

Cette tendance se discute actuellement dans les universités francophones (UCLouvain, ULB, ULiège, etc.) tandis que certains pays l'ont inscrit au niveau législatif (en France par exemple). Il s'agit de valoriser les d'activités d'engagement étudiant intra (via des ECTS) ou extracurriculaires (via des valorisations symboliques ou bourses).

Nous constatons donc que cet outil « projet de sensibilisation » participe de cet intérêt à développer des étudiants citoyens actifs et critiques. L'approche active (par projet) permet l'acquisition de « compétences soft » aux étudiants (qui le mettent en place) ; il y a des liens entre l'apprentissage et la mise en place de projet pédagogique.

06.3 / STRATÉGIE DE L'ARES VIS-À-VIS DES HAUTES ÉCOLES ET DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUES

L'outil « projet de sensibilisation » est un instrument de sensibilisation et une approche spécifiquement destinées aux les hautes écoles et aux écoles supérieures artistiques ; cette approche spécifique nous semble pertinente. Leur histoire, faite de fusions, de changements internes ou d'espace géographique, est très différente des universités. Cela s'exprime entre autres par un développement d'une politique internationale timide et à une absence d'ONG attirée.

- » Des sessions d'informations spécifiquement pour les HE et les ESA ont été mises en place ; elles doivent être continuées et améliorées. Travailler à illustrer ou exemplifier les types de projets possibles serait intéressant.

- » Développer des liens privilégiés avec les responsables internationaux est particulièrement pertinent, car nombre d'entre eux constituent des points d'informations ou d'aide dans l'écriture de projets. Le triangle « enseignant — étudiants-responsables internationaux » semble particulièrement efficace quand ce responsable international a l'habitude de développer des projets.
- » Disposer d'une politique internationale dans les HE et les ESA semble être exceptionnel.
- » Les ESA développent un vocabulaire spécifique. Les projets de sensibilisation « classiques » comme les Forums, les journées d'étude ou les animations ne sont pas toujours reconnus comme pertinents par ces écoles. Des ONG de sensibilisation centrées sur l'Art (comme Africalia) pourraient partager leur expérience.

06.4 / COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT OU ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

L'outil « projet de sensibilisation » est peu connu des instances interrogées et le terme de « coopération au développement » ne fait pas toujours échos. Dans les documents de l'ARES, nous avons trouvé une terminologie riche et variée qui reflète les débats qui se développent aussi au sein d'autres ACNG et l'évolution historique.

Vu l'histoire du terme « coopération au développement », l'ouverture que constituent les objectifs du développement durable (ODD), l'évolution vers plus d'engagements citoyens dans les EES et la vision « droits » développées par les ACNG, il nous semble souhaitable d'élargir explicitement le terme de « sensibilisation à la coopération au développement » au terme « éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire » (ECMS). L'aspect « sensibilisation à la coopération au développement » ne devient alors plus qu'un aspect parmi les éléments d'Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

Le référentiel DGD offre un référentiel qui explicite le lien entre Éducatons à la citoyenneté mondiale et solidaire et le terme de « coopération au développement » ; davantage centré sur les relations « Nord-Sud ». L'éducation à la citoyenneté mondiale offre une compréhension systémique du monde en mettant en avant les interdépendances entre le nord et le sud, les inégalités et les enjeux globaux. La citoyenneté mondiale ou les ODD s'inscrivent dans cette tendance ; ils sont généralement mieux compris par les interlocuteurs.

Nous pensons que l'ARES ne pourra pas faire l'économie d'ouvrir le débat entre les EES sur le terme à utiliser et les implications que cela peut avoir sur les politiques internes en matière de coopération au développement ou dans leur volonté de former des étudiants engagés, critiques et solidaires.

06.5 / CHOIX DU PUBLIC CIBLE

Le choix du public cible étudiant nous semble pertinent dans les EES. 50 % des projets ont été entamés par eux. Les projets sont conditionnés par la participation d'un enseignant. Sachant qu'il existe d'autres acteurs qui financent des projets de citoyenneté sans cette condition et sachant que ces projets sont directement destinés aux campus, nous pensons que cette condition est pertinente.

En contact avec un enseignant, les étudiants peuvent disposer d'une approche plus construite et soutenante dans la mise en œuvre. Généralement les étudiants ont besoin d'appui technique en écriture de projet ou établissement d'un programme, d'appui logistique à l'heure d'utiliser les infrastructures, ou d'un coup de

pouce au niveau de la prise de contact. Les enseignants peuvent assurer ce soutien ou encore le responsable du département international.

Nous constatons que leur dynamisme des HE et des ESA via les enseignants et des responsables internationaux n'est pas valorisé dans les indicateurs ; et ce d'autant plus que 50 % des initiatives sont prises par les enseignants et qu'elles favorisent les synergies entre départements.

06.6 / MODALITÉS PRATIQUES DE L'OUTIL DE SENSIBILISATION

Dans cette section plus technique sur l'outil « projet de sensibilisation », nous émettons à la fois des *constats* et des *recommandations*.

Les projets permettent une approche spécifique ou une approche transversale du thème de l'éducation au développement. Il permet de développer des actions intracurriculaires ou extracurriculaires.

Globalement nous pensons que la présentation de l'outil « projet de sensibilisation » est cohérente, mais que l'explicitation du projet (point 5.9 de ce rapport) devrait être améliorée. Les **formulaire**s à l'heure actuelle sont confus dans l'expression des objectifs, mais clairs dans ses exigences. Nous proposons quelques formulations moins « jargonantes ». Nous proposons de supprimer la rubrique « durabilité » pour y mettre « reproductibilité » ce qui peut inciter créer des outils réutilisables à la fin du projet.

La **qualité des propositions** est estimée à moyenne, car ils répondent aux critères de pertinence et de collaborations, mais rarement aux exigences de collaboration inter établissements, sont d'une durabilité questionable et ne sont pas très innovants. Un frein important est la capacité de l'étudiant à écrire une proposition.

Les projets qui ont été écrits en collaboration avec des responsables internationaux (ou d'autres) habitués à répondre aux appels à propositions offrent une qualité d'écriture supérieure.

Des propositions de nouveaux formulaires ont été réalisées en s'inspirant des documents utilisés pour d'autres instruments de sensibilisation ou par des formulaires émanant du VLIR-UOS.

En termes de **temporalité**, l'ensemble du processus « projet de sensibilisation » est actuellement d'1an et 4 mois ; dont 3 mois entre le lancement de l'appel, la sélection du projet et la communication des réponses. Le délai de mise en œuvre des projets est relativement court pour les HE et les ESA, mais réalisable. Les étudiants qui s'impliquent sont généralement en fin de parcours académique en bachelier bloc 3 et en master. Quand ils le font dans le cadre curriculaire, il s'agit souvent de mémoire ou de suite d'un stage. Cela signifie qu'une fois le projet terminé, le potentiel de diffusion du projet par le « bouche-à-oreille » est faible.

Il y aurait avantage à disposer de deux appels à propositions (ou un préappel et un appel) afin d'avoir davantage de candidats et de créer l'intérêt. Sachant que les parcours en HE et ESA sont proportionnellement plus courts que dans les universités, cela permettrait aux étudiants sensibilisés par leurs camarades de s'y lancer rapidement et par ailleurs, cela permettrait aux enseignants d'inscrire avec davantage d'anticipation un projet de sensibilisation à l'intérieur de leur cours. Il semblerait que mettre une date limite aux mois d'avril et au mois d'octobre soit pertinent.

Au niveau du **processus de communication**, nous pensons qu'il faut continuer à approfondir le travail de communication direct décentralisé (via les pôles) et à l'ARES. Il est souhaitable d'approfondir l'approche

spécifique destinée aux écoles artistiques. Nous pensons qu'il faut profiter de ces espaces d'information pour réaliser autre chose qu'une session d'information, mais un atelier participatif et pour faire réfléchir les participants aux types de projets réalisables dans leur école, à la transversalité, aux enseignants qui seraient plus touchés par ce type de problématique.

Sachant que les responsables internationaux ont souvent diverses casquettes, une communication synthétique, répétée et personnalisée devrait être approfondie. Ils sont la source de diffusion ; et peuvent relayer cela sur les réseaux internes.

Au niveau des **outils de communication**, des photos sur le site internet de l'ARES et un petit film publicitaire/explicatif pourraient faciliter la compréhension des objectifs et le déroulement de l'appel. Une communication courte et bien orientée est essentielle avec les responsables internationaux.

Des exemples illustrés et de courts articles pourraient être produits afin d'échanger des idées et de faire de la promotion. Les expériences d'autres ACNG pourraient également être diffusées. Il a été suggéré de créer une « communauté ARES sensibilisation » pour tenter de faire partie d'une communauté, avec les autres écoles ; c'est une option à évaluer plus en profondeur.

Vu le nombre restreint de projets présentés, il n'y a pas eu de véritables conflits d'intérêts. Nous suggérons d'établir une **liste de critères de sélection** qui valorise les méthodes participatives, les collaborations étroites dans l'élaboration du projet avec les organismes faisant d'ECMS, les projets autour de l'approche Droits, les ODD et la complémentarité avec d'autres acteurs.

07. RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ARES d'inscrire dans sa vision future cette double stratégie :

- » Continuer à encourager les initiatives spécifiques des étudiants, des enseignants et du personnel en Éducation à la citoyenneté mondiale par des bourses pour créer des « projets de sensibilisation » ;
- » Développer une dynamique visant à ce que tous les EES assurent concrètement la sensibilisation aux enjeux mondiaux et à la citoyenneté mondiale de chaque étudiant durant leur cursus. Cela peut se faire de manière transversale au travers d'un maximum d'UE incluant une réflexion sur cette thématique soit de manière spécifique avec une UE dédiée à la réflexion et à l'action. La reconnaissance (en crédits) d'activités mondialement engagée renforcerait cette dynamique.

07.1 / **À L'ARES : CRÉER UN GROUPE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE SUR LES THÉMATIQUES D'ADUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SUR L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT**

Nous recommandons que l'ARES crée un groupe de réflexion avec les universités et les HE déjà engagées dans la reconnaissance de l'engagement étudiant pour centraliser les discussions stratégiques autour de :

- » l'élargissement de la terminologie à l'Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) ;
- » l'augmentation de l'ambition du programme d'ECMS (proposer d'y mettre un résultat visant à l'engagement des étudiants comme citoyen mondial et solidaire) ;

- » du développement cohérent de la reconnaissance académique, symbolique ou financière de l'engagement étudiant, et ce, afin d'éviter une surenchère entre EES sur les formes de reconnaissances possibles ;
- » l'intégration claire de l'axe d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire dans le prochain plan stratégique de l'ARES afin de pouvoir développer une logique et des actions plus cohérentes entre elles et des collaborations à long terme avec d'autres acteurs complémentaires ;
- » l'opportunité d'engager les EES à réaliser un répertoire des initiatives intracurriculaires d'éducation à la citoyenneté (mondiale ou non) existantes ;
- » du mandat de l'ARES afin qu'elle puisse jouer un rôle de réflexion & concertation, d'encouragement d'une politique d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire ambitieuse où chaque étudiant (et enseignant) serait invité au moins une fois durant son parcours à réfléchir sa place de citoyen et à exercer un engagement pour la communauté au Nord ou au Sud.

07.2 / À L'ARES : PARTICIPER AU RENFORCEMENT D'UNE OFFRE DESTINÉE AUX HE ET AUX ESA SUR LE THÈME DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE

07.2.1 / À COURT TERME

- » À court terme, l'ARES devrait poursuivre sa communication spécifique aux HE et les ESA. Les responsables internationaux sont de bons vecteurs d'information ; il est donc essentiel qu'ils comprennent les termes d'éducation au développement et de sensibilisation. Il serait essentiel de travailler avec eux à l'identification des unités d'enseignements ou des enseignants susceptibles d'y être intéressés afin qu'ils leur adressent l'information.
- » Cette année, nous proposons d'envisager de lancer deux appels à propositions (ou un préappel et un appel) afin que l'année académique prochaine, davantage d'enseignants puissent développer cette logique dans leurs unités d'enseignement.

07.2.2 / À MOYEN ET LONG TERME

- » L'ARES devrait établir un processus de sensibilisation de l'étudiant en collaboration avec d'autres acteurs non gouvernementaux spécialisés en Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire travaillant dans les HE et les ESA. Elle doit favoriser la mise en place de synergies plus formelles et durables. Nous recommandons davantage de complémentarité avec les acteurs déjà actifs dans l'Éducation à la citoyenneté mondiale.
- » L'ARES pourra faciliter les rencontres entre HE & ESA et les autres acteurs de l'ECMS afin de développer une approche spécifique à ces EES-là. En favorisant les échanges, l'ARES participe au renforcement des départements internationaux des HE et des ESA et permet l'identification des besoins.
- » Nous voyons dans ce panorama un investissement plus important vers les publics cibles enseignants et services de coopération internationale.
- » Il sera également important de considérer la possibilité que les EES et les ONG d'ECMS reprennent le flambeau de l'Infocycle afin de garder une vocation à comprendre le monde en profondeur, d'échanger entre jeunes particulièrement motivés à travailler dans le secteur.

- » Sachant que plusieurs HE et ESA disposent d'une « politique de coopération », mais que beaucoup de responsables internationaux fonctionnent de manière « indépendante », l'ARES pourrait organiser les échanges entre les différents établissements afin qu'ils expliquent comment ils mettent en œuvre ces politiques et quelles dynamiques pourraient être mises en place. Il serait important d'impliquer davantage les directions et les personnes responsables de la coopération internationale ou de la mobilité internationale. Vu la faible force d'action de la majorité de ces HE ou ESA, une certaine collectivisation des politiques internationales pourrait y être discutée.

07.3 / À LA CCD : ALIMENTER LES DISCUSSIONS SUR LA CITOYENNETÉ MONDIALE AU NIVEAU BELGE ET INTERNATIONAL

Nous pensons qu'il faut poursuivre les recherches et les réflexions sur ces sujets au niveau belge (via WikiCM par exemple) et au niveau européen via des réseaux académiques comme Angel qui réunit des partenaires européens actifs en « Global education » ou encore le réseau Global Education Network Europe (qui produit des rapports sur la thématique et induit du peer learning sur ces questions d'éducation citoyenne et mondiale & l'apprentissage) ou encore le réseau Global education de l'UNESCO.

Au niveau belge, des indicateurs liés à l'engagement des établissements d'enseignement supérieur dans la formation de citoyen actif et solidaire pourraient être développés. Les EES pourraient s'engager à ce que chaque étudiant passant par un EES ait été confronté à une réflexion sur « son rôle de citoyen, des enjeux mondiaux et les interdépendances entre les régions du monde ». Cela pourrait se traduire par des indicateurs en nombres d'heures dédiées à la thématique de manière transversale ou spécifique. Il s'agit de s'assurer de la capacité de réflexion de l'étudiant sur les implications personnelles et professionnelles de ses actions. Des outils spécifiques d'évaluation pourraient être développés de manière concertée avec l'appui de l'ARES afin ne pas faire naître de concurrence entre EES.

L'ARES pourrait soutenir la recherche et l'expérimentation dans le domaine de la citoyenneté mondiale, l'engagement citoyen et établir des liens avec l'apprentissage. Il serait opportun d'explorer la volonté des enseignants d'inclure la thématique dans leur curriculum de manière durable. Un enseignant sensibilisé à la citoyenneté solidaire et mondiale disposant d'outils pédagogiques pour le faire passer dans ses enseignements aura potentiellement un impact plus durable qu'une activité ponctuelle.

08. ANNEXES

08.1 / ANNEXE 1 : LISTE NON EXHAUSTIVE DE DIFFÉRENTES ORGANISATIONS OFFRANT DES SERVICES D'ECMS DANS LES HE ET ESA

08.1.1 / ANNONCER LA COULEUR/KLEUR BEKENNEN (MAX 5 000 €)

Le programme est financé par la Coopération belge au Développement, coordonné depuis l'Agence belge de Développement (Enabel) et mis en œuvre sur le terrain en partenariat avec le Brabant wallon, les provinces de Hainaut, de Luxembourg, de Namur, le Centre culturel Les Chiroux pour la province de Liège et la COCOF pour la Région de Bruxelles-Capitale. Au niveau des EES, ils s'adressent uniquement aux HE pédagogiques.

L'éducation à la citoyenneté mondiale au sein du programme ALC

Au travers de démarches pédagogiques participatives, l'éducation à la citoyenneté mondiale vise à éveiller et former les élèves aux interdépendances mondiales et les incite à agir en citoyens responsables, conscients de l'importance de la solidarité internationale, et à contribuer à un monde plus juste et plus durable. L'éducation à la citoyenneté mondiale se base sur une approche systémique, interculturelle et plurielle et incite à un engagement individuel et collectif.

Ce qu'ALC propose aux enseignants :

- » un accompagnement pédagogique et des conseils personnalisés ;
- » des formations près de chez vous ;
- » un répertoire en ligne actualisé ;
- » un accès aux centres de prêts provinciaux et la découverte de nouveaux outils ;
- » un appui financier & pédagogique pour des projets d'ECM.

L'appui financier d'un projet est conditionné l'accompagnement d'un collaborateur. trice éducative en ECM (depuis l'émergence de l'idée jusqu'à l'évaluation).

08.1.2 / BUREAU INTERNATIONAL JEUNESSE — ÉCHANGE AVEC DES JEUNES D'AFRIQUE FRANCOPHONE (MAX 5 000 €)

Le programme soutient les projets d'échange regroupant des jeunes (18-35 ans) de Fédération Wallonie-Bruxelles et des jeunes Africains autour d'un projet élaboré et réalisé en commun. Les jeunes apprennent à se connaître, à découvrir leurs similarités et leurs différences et à échanger sur des questions qui les intéressent. Le projet est construit autour d'un thème commun et peut déboucher sur une réalisation concrète : théâtre, vidéo, exposition, création collective... Les participants s'impliquent activement dans les différentes étapes du projet : préparation, réalisation et évaluation.

Les objectifs sont :

- » Favoriser la rencontre et l'échange entre les jeunes de FWB et les jeunes d'Afrique

- » Favoriser l'apprentissage interculturel et la découverte d'autres réalités.

Le BIJ finance également divers projets autour de thématiques comme les droits de l'homme, la citoyenneté européenne, etc.

08. 1.3 / WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL (MAX 5 000 € POUR LE VOLET NORD. MAX 20.000 € SI VOLET NORD + VOLET SUD)

Programme de cofinancement de projets d'éducation et de partenariat pour la citoyenneté mondiale et solidaire et la promotion des valeurs universelles

Cet appel à projets permet le cofinancement de projets d'éducation et de partenariat pour la citoyenneté mondiale et solidaire et la promotion des valeurs universelles, mis en œuvre en Wallonie et/ou à Bruxelles et/ou au Bénin, Burkina Faso, Burundi, République Démocratique du Congo, Guinée, Haïti, Maroc, Palestine, Rwanda, Sénégal et Tunisie.

Par « **projet d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire** » s'entend un projet qui a pour objectif prioritaire d'amener les citoyens à mieux comprendre, analyser et critiquer leur environnement en étant davantage conscients des droits humains, des réalités vécues par les populations du Sud, ainsi que des interdépendances entre les populations du Nord et du Sud, et ce dans le but de promouvoir un engagement pour des valeurs universelles et le dialogue des civilisations en termes de savoirs, d'attitudes et de comportements en faveur d'un monde plus juste et solidaire.¹⁰

Sont exclus :

- » les projets concernant des actions de récolte de fonds ;
- » les projets de simple information sur des actions de coopération ;
- » les projets de formation à vocation interne.

Le programme est ouvert entre autres aux hautes écoles, écoles supérieures des arts et universités.

08. 1.4 / LES ACTEURS NON GOUVERNEMENTAUX

Nombre d'acteurs non gouvernementaux ont dans leurs objectifs de travailler à la sensibilisation des jeunes. Elles disposent d'une expertise qui vaut la peine d'explorer ; dont principalement les acteurs qui travaillent l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire en milieu scolaire. L'ARES est susceptible de jouer un rôle primordial dans la mise en lien avec des acteurs du secteur.

ACODEV avec ses ONG membres dispose d'un groupe de réflexion « ECMS et monde scolaire » ; il y a moyen d'y trouver le nom des ONG réalisant des animations, mais aussi des ONG faisant de la formation de formateurs. Le programme ALC dispose de centres de documentations permettant de disposer d'outils prêts à l'emploi. Ils ont réalisé une bibliographie par thématiques pour les HE pédagogiques.

¹⁰ Cfr. Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale, op.cit., p.5.

08.1.5 / FONDS PROPRES OU ACP CULTURE

Certaines écoles mettent à disposition des revenus internes (caisse sociale) pour des activités de mobilité ou pour promouvoir des événements. ACP culture a également lancé des appels il y a quelques années.

08.2 / ANNEXE 2 : EXTRAIT DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET BALISES DU PROJET DE SENSIBILISATION

Pour contribuer au premier objectif de sa politique de sensibilisation au développement, l'ARES propose d'inviter les hautes écoles et écoles artistiques en Belgique à développer des activités de sensibilisation dont le centre de gravité se situe sur leurs campus, en s'appuyant sur l'expérience des ONG universitaires ou tout autre acteur impliqué dans la coopération au développement.

- 03. Contribuer au premier objectif de sa politique de sensibilisation au développement et partant, à l'objectif de la Coopération belge en matière d'éducation au développement : sensibiliser les étudiants à la problématique du développement pour en faire des citoyens responsables et ouverts sur le monde, capables de prises de position éclairées sur les grands enjeux mondiaux et la solidarité internationale, et conscients de leur capacité à influencer le changement vers un monde plus juste ;
- 04. Contribuer au renforcement de l'assise sociétale de l'aide publique au développement.

Le présent appel à propositions de projet est, par ailleurs, lancé avec les objectifs spécifiques suivants :

- » Soutenir des activités qui répondent à l'objectif de renforcement de l'assise sociétale de l'aide publique au développement en général, et de l'assise sociétale de la coopération académique au développement en particulier ;
- » Encourager des initiatives susceptibles d'avoir des effets durables sur le public ciblé en l'invitant à la réflexion, la conscientisation et, si possible, à la mobilisation et à l'engagement pour un monde plus juste et plus solidaire ;
- » Valoriser les partenariats académiques nord-sud et mettre en évidence la contribution des acteurs académiques aux processus de développement ;
- » Renforcer les capacités des étudiants à être eux-mêmes acteurs de l'effort de sensibilisation au développement, directement sur les campus en Belgique, en collaboration avec les scientifiques, les académiques, le personnel administratif – notamment les services de communication, les radios campus, etc. de leur établissement – et en s'appuyant sur l'expertise des ONG universitaires de coopération au développement ou des services en charge de l'appui aux activités de coopération internationale dans les établissements d'enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Pour ce faire, le projet pourra être construit autour d'une ou plusieurs activité(s) de coopération académique au développement, financée(s) par l'ARES ou non, dont il devra parallèlement mettre la pertinence et les résultats en évidence. Il sera veillé à ce que les messages véhiculés reflètent la vision et les réalités du Sud.

Les OMD ou les thèmes spécifiques qui se dégagent dans le cadre du débat sur l'agenda post-2015 peuvent être utilisés comme fil rouge.

08.3 / ANNEXE 3 : FICHES ANALYTIQUES DES PROJETS

Noms du projet- 2015	Conflits et ressources naturelles dans les pays du Sud. Quelle responsabilité du consommateur européen ?
Public touché	1800 étudiants du campus et 80 sélectionnés (organisation et présentation TFE, stages, etc.) » 200 participants le matin » 175 repas bio » Atelier de 15-20 personnes l'après-midi.
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d'agir)	Le sujet est pertinent. Engager une ONG et une personne connaissant bien le terrain est positif. Le débat permet d'installer une dynamique avec les étudiants. Les présentations de TFE, stages et voyages d'études (dans les pays en développement) peuvent motiver d'autres étudiants à s'y intéresser. Il n'y a pas d'information sur le cadre conceptuel de ces présentations : mise en lumière des interactions et des enjeux mondiaux ?!
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	Valorisation des actions existantes au sein du cursus.
Priorités : genre, environnement et digitalisation	Environnement Dans le rapport, peu de clarté entre le bio et l'équitable.
Originalité	1er sur le campus
Points forts	» Présence de personnes du terrain et ONG impliquée sur le terrain » Soutien de la direction via le département international » Large nombre d'étudiants touchés » Présence d'une classe d'une autre école » Contacts très directs avec des pros du milieu ONG pour des stages, etc. » Multitudes d'exemples de coopération » Ouverture vers l'associatif et les possibilités de collaboration avec les HE » Approche avec plusieurs sections » Approche participative grâce aux ONG » 4 enseignants et 5 étudiants impliqués » 2 facultés et 4 sections » 3 ONG » Existence d'une politique internationale
Points faibles	» Critères pour identifier un projet valable à présenter peu explicités » Pas d'évaluation de l'acquisition du message » Les projets de coopération présentés par les enseignants et étudiants ne sont pas directement en lien avec la thématique de la journée.
Ecole	HELB Ilya Prigogine

Noms du projet- 2015	Culture des possibles
Public touché	2 classes d'étudiants en Agro (bio-ingénieurs) , 1 classe UCLouvain et une classe en journalisme de l'IHECS.
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d'agir)	Objectif : faire évoluer les pratiques agricoles vers l'agroécologie. Le projet a mené à une enquête approfondie et un reportage. Le travail d'analyse semble avoir été approfondi pour le diriger spécifiquement à ce public. L'activité grand public
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	C'est une initiative ponctuelle hors d'une politique internationale du cadre international.
Priorités : genre, environnement et digitalisation	Environnement et digitalisation sont pris en compte
Efficacité (OS, Résultats)	Réalisation d'évaluations de toutes les activités. Indicateurs intéressants « les participants déclarent vouloir changer quelque chose dans leurs habitudes (de consommation/de production responsable) ou y penser fortement»... Retour des partenaires très positifs...ils vont réutiliser l'animation et du reportage. Pour certain c'est nouveau, pour d'autres cela semble renforcer les cours sur les alternatives agricoles... Bons résultats.
Efficiences	4.500 Euros Faisait partie d'un projet plus grand. Les billets d'avion n'ont pas été pris en charge... Si pour la sensibilisation, il n'y avait peut-être pas besoin d'aller au Sénégal. Cela apportait une force d'un point de vue de l'apprentissage dans la carrière des étudiants et dans l'angle d'approche pour le public cible...
Durabilité	» Difficile à dire au niveau du public cible. Mais l'adaptation à un public spécifique et l'utilisation des NTIC permettent d'espérer une ouverture vers d'autres ressources. » Positif au niveau des ONG (ADG et SOS Faim) et d'au moins un enseignant qui pensent continuer à utiliser le reportage dans les HE et avec leur public. S'il y a reprise du reportage et de l'animation par les partenaires, cela n'est pas fait au sein des étudiants. » Un enseignant de Gembloux a promis de réutiliser l'animation chaque année dans son cours.
Originalité	Rencontre impromptue entre un projet en cours et une bourse disponible ; dynamisme important.
Points forts	» Documentaire de 26 min composé d'éléments pratiques et techniques, mais également de témoignages sur les impacts sociaux et environnementaux. Le programme de diffusion s'est étoffé en cours de réalisation. » Le groupe a été fortement accompagné par ADG qui a fait profiter de ses contacts et a approuvé le documentaire et l'activité. » ADG a permis de donner l'activité dans une autre école. » Utilise la PF d'info des étudiants journalistes pour diffuser. PF Web pour plus d'info (au-delà du documentaire, comment se former, plus d'info). » Participation à une soirée extra IHECS liée à l'alimentation durable...

Noms du projet- 2015	Culture des possibles
	» Préparation antérieure au sujet ; investissement déjà fort sur la thématique. Le projet de sensibilisation est venu renforcer ce qu'ils faisaient. Analyse critique de leur positionnement en faveur de l'agroécologie (avantages et inconvénients). » Évaluation après le documentaire et questionnaire semi-directif avec les partenaires et les profs. » Évaluation pédagogique de l'activité= intéressante pour les étudiants qui ont réalisé le projet. » Expérience professionnalisante. » 1 faculté, 1 section » Collaboration avec 3 EES- dont une au Sénégal » Implication de 4 enseignants et 5 étudiants
Points faibles	» La venue d'un agriculteur sénégalais n'a pas pu être réalisée » Complexité du thème » Pas de suivi au sein de l'école pour animer le site internet ou reproduire l'animation...
Ecole	IHECS- HE Galilée

Noms du projet- 2016		Commerce et développement : quel avenir?
Public touché		Étudiants, membres du personnel et enseignants
		Colloque – 150 participants – nombreuses interventions
		Club de lecture- 20 personnes – animé par des étudiants et un enseignant
		Conférence-débat- 50 personnes- présentations de projets au Sud
		Forum le « Sud autrement » : 150 personnes
Pertinence	(sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d’agir)	4 événements pour sensibiliser différents publics = OK. Sensibiliser les étudiants et enseignants des sections « économie » ou « Commerce et développement » aux liens entre commerce et développement ; d’autant plus durant la semaine du commerce équitable. Faire organiser les événements par des élèves en coopération au développement et économie= pertinent. 6 HE invitées.++
Visibilisation	du lien entre coopération et HE/ESA	Les projets de coopération sont mis en lumière lors des conférences-débats... Sinon, les liens semblent absents.
Originalité		Implication des étudiants
Points forts		» Plusieurs (6) HE invitées et davantage de sections impliquées au cours de la réalisation
		» 2 enseignants à la manœuvre
		» 5 ONG
		» Nombre de participants important de Bach. bloc 2 et 3
		» Visibilité à la formation « commerce et dev »
Points faibles		» Volonté de poursuivre ce type d’initiative (récurrence)
		» Le projet s’est étoffé au fur et à mesure
		» Mise en place d’une dynamique et volonté de créer d’autres espaces de rencontre
		» Rencontre entre étudiants et professionnels
		» Il semble ne pas y avoir de politique de coopération explicite ; la volonté de la direction n’est pas clairement exprimée.
Ecoles		» Liens entre les missions de services au public et recherche présentés, mais pas explicités.
		» Pas d’évaluation réalisée au terme des activités
Ecoles		HE Francisco Ferrer et HE Paul-Henri Spaak (BXL)

Noms du projet- 2016	Forum Nord- Sud
Public touché	Potentiellement 6000 étudiants, 800 membres du personnel /11 implantations- Pas très ciblé. Pas d'explicitation d'une approche spécifique. 93 inscriptions- participants ?
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d'agir)	OK » Échanges d'expériences de mobilités/projet N-S (Réflexion critique ?)- » Stands avec des ONG ou organisation de développement et organisation offrant des stages médicaux » Réflexion sur la notion d'aide, de développement et de coopération au développement » Pièce de théâtre Cet événement est inscrit dans une continuité, car depuis 10 ans un tel événement existe (Forum Mobilités Erasmus et autres). Volonté de sensibiliser et d'accroître la visibilité interne et externe des actions de solidarité.
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	Mise en avant de projets existants dans l'école, lien avec la charte Coopération au développement
Originalité	Théâtre et ateliers participatifs
Points forts	» Cela donne plus d'ampleur aux événements déjà organisés sur la mobilité » Volonté de développer la perspective internationale » Réflexion critique sur les enjeux nord-sud » 6 ONG présentes » Formulaire d'évaluation » 5 sections très différentes touchées- échanges riches » (économique, paramédicale, pédagogique, sociale et technique)
Points faibles	» Pas d'intégration claire avec la politique internationale interne » Réflexion sur les voyages limitée... » Peu de participation étudiante et enseignante à la base » Public potentiellement important, peu de participation, pas de clarté sur le nombre exact de participants. » Évaluation non traitée » Henallux dispose d'une Charte stratégie internationale, mais son implication/synergie ne ressort pas ici.
Ecoles	HE Namur-Liège-Luxembourg

Noms du projet- 2016	Le travail des enfants en Bolivie, problématique locale à issue nationale ou internationale ?
Public ciblé	Jeunes adultes belges intéressés par les changements qui s'opèrent au Sud- Tous + profs, étudiants
Public touché ?	Faute de rapport sur la partie « diffusion du reportage », nous n'avons pas d'information sur le public touché
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d'agir)	Sujet controversé... OK pour interpeller le public. Film + débat (LLN) et Conférence + débat (partenaires de DEI sure les enfants travailleurs) Film vidéo de 26 minutes
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	Non
Points forts	» Lié à l'actualité et controversé » En lien avec une activité du curriculum (mémoire médiatique) » Potentiellement réutilisable et durable
Points faibles	» Aucune information sur la diffusion de l'instrument » Peu de lien avec les enseignants » Une seule école et une seule section impliquée » Rapport intermédiaire médiocre. » Efficience
Ecole	IHECS

Noms du projet- 2016

Mémoire sur la réappropriation citoyenne de l'énergie

Public touché	Au départ « public large » à l'arrivée « Jeunes militants des Amis de la Terre » Nombre ?
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d'agir)	La production du film documentaire était pertinente pour les mémorantes. Néanmoins, on peut se demander si informer des jeunes militants est porteur de sensibilisation. L'objectif était plus large à la base et s'est réduit en cours de projet. Idem pour le tutoriel sur la fabrication d'énergie (éliminé dans le projet).
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	Mémoire international. Référence à l'ARES et méthodologie d'apprentissage (formation- dans le cadre des bourses)
Priorités : genre, environnement et digitalisation	Les trois sujets sont intrinsèquement liés au sujet traité et à la manière de le faire. Mais pas de signe de conscience particulière.
Durabilité	Accessible sur le net. Diffusé dans le réseau international des Amis de la Terre. Le département de webcréation de la RTBF désirait faire de la pub pour le doc. Le trimestriel Bulles Vertes
Originalité	Voyage en Indes au Barefoot College (de grande renommée). Pour l'animation, idée inspirée de la journée de formation proposée par l'ARES « Théâtre de l'opprimé ».- Classement par acceptabilité des comportements
Points forts	» Choix de centrage sur un lieu connu en Indes » Témoignages internationaux, voyage et vision critique. » Outils diffusables par le net et les réseaux sociaux » 6 ONG impliquées » Outil repris par un partenaire ONG : Amis de la Terre » Diffusion auprès de la RTBF
Points faibles	» Pas de chiffre clair sur le nombre de personnes touchées » Pas de présentation ou d'évaluation claire du suivi au sein des écoles et de sa diffusion. Le documentaire va aux « déjà convaincus » (militants). » Projet présenté irréaliste budgétairement parlant » Pas d'évaluation des activités » Une seule école et une seule section
Ecole	IHECS

Noms du projet- 2017		Séminaire/atelier: after empire
Public touché	Étudiants et large public Plus de 400 étudiants	
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d’agir)	Sujet important que la perception du réel et de l’histoire coloniale. Réinterrogation du paradigme de développement et de l’histoire coloniale. Conférence autour de la postcoloniale Melancholia- Bozar Conférence de la déconstruction de la réappropriation culturelle et historique, du privilège blanc... Conférence sur l’héritage postcolonial belge 20 Ateliers organisés par l’Erg. Chaque étudiant a dû choisir d’assister au moins à un atelier	
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	Engagement fort de l’ERG à l’intérieur et à l’extérieur	
Priorités : genre, environnement et digitalisation	Le genre est touché par le choix des intervenant.e.s. Mais pas d’approche particulière	
Durabilité	Des émissions radio ont été développées dans la foulée des séminaires (podcastables).	
Originalité	Réflexion artistique, éthique, philosophique sur un enjeu actuel de citoyenneté: la réappropriation de l’histoire coloniale	
Points forts	» Tous les étudiants ont approché la thématique de la colonisation. » Projet innovant ouvert au public dans une institution renommée (BOZAR) » Programme large et axé sur les échanges avec le public » Réappropriation des thématiques par les étudiants via un programme de Radio Panick / transversalité » Approche participative via l’histoire coloniale et l’histoire de chacun » Mélange entre théorie / art / pluridisciplinaire » Plusieurs ONG, ASBL » Mise à collaboration d’intervenant via Erasmus +	
Points faibles	» Pas de continuité avec les cours des étudiants	

Noms du projet- 2017	Au noms de l'humanité, je...
Public touché	Étudiants et professeurs des HE et UNamur + public large
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d'agir)	Le choix des activités est pertinent et classique dans la sensibilisation : conférence, film-débat, animation participative, participation à une action via une pétition et un petit déj équitable ou un dej bio, local et équitable.
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	Non. Si ce n'est cette initiative citoyenne.
Priorités : genre, environnement et digitalisation	
Originalité	Actions concrètes, aller vers un public plus large
Points forts	» Actions soutenues par la direction depuis plusieurs années » Collaboration avec 5 ONG et un centre d'accueil pour demandeur d'asile proche » Ateliers interactifs avec des équipes rodées » Implication forte des étudiants en coopération internationale et en DD » Créer de la convivialité entre les sections de la HEPN autour d'un thème citoyen » L'UNamur est invitée. » 5 enseignants et 9 étudiants impliqués (nombre élevé) » 3 facultés et 3 sections
Points faibles	» Pas très innovant » Les mises en actions sont très limitées : pétition et petit dej Oxfam. » Pas de rapport
Ecole	HE de la province de Namur

Noms du projet- 2017	Ce que le sud peut apporter au Nord
Public touché	130 inscrits + quelques enseignants
Pertinence (sensibilisation aux inégalités, aux interactions, enjeux mondiaux et à la possibilité d'agir)	Thématique pertinente, car interroge la logique caritative. Cela parle de la logique de pensée et de la citoyenneté mondiale. Le programme explicité semble être moins orienté « apports du sud ». On peut espérer que les ONG pourront les mettre en valeur. Réflexions autour des expériences des étudiants durant leurs stages, TFE ou voyage d'études ?
Visibilisation du lien entre coopération et HE/ESA	Oui
Originalité	Nouvelle collaboration entre 2 institutions
Points forts	» Titre attractif » Présence de nombreuses ONGs » Présentation des projets des HE dans les pays en dev » 2 HE, 3 facultés, 4 sections » 8 enseignantes et plusieurs sections y participent » Crée de la cohésion interne et est riche en collaboration » Présence exigée des étudiants des sections pour l'HE2B » Valorise les actions des HE en coopération au dev via l'appui de l'ARES » Désir de répéter l'expérience
Points faibles	» Approche peu innovante » Approche critique des étudiants sur leurs expériences de bourses ou projet N/S pas accompagnée » Collaboration énergétiquement demandeuse » Lourdeur administrative dans la gestion entre les écoles
Ecole	HE2B

08.4 / ANNEXE 4 : LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

Catégorie	Noms	Titres	Institution	Status
Ayant participé à un projet de sensibilisation*	Joël Hoyez	ACA	HELMO	5 juillet
	Heloise Blondeel	E	IHECS (ADG)	2 juillet
	Isabelle Abras	R/ACA	HEPH-Condorcet	10 août
	François Gillet	ACA	HE2B	10 août
N'ayant PAS participé à un projet de sensibilisation*	Nathalie Degimbe	ACA	IAD	6 août
	Noelle Costa	R/ACA	Le 75.be	17 août
	Salvatore Gioveni	R/ACA	Responsable Erasmus CrB	7 août
	Samantha Louppe	R/ACA	Chargé communication HE de la province de Namur	17 août
Secteurs	André Drouart	Ex-ACA	Secteur	7 août
	Mara Coppens	-	Ministère DGD	9 août
	Marie Navarre	-	Annoncer la couleur	21 août
	Stephanie Merle	-	Louvain Développement	13 août
	Frans Ragna	-	VLIR UO	20 août

E- Étudiant

R- Responsable international

ACA-Académique

R/A- Personne à la double casquette d'enseignant et de responsable

Trois autres entretiens réalisés sur la thématique de l'introduction d'éducation à la citoyenneté mondiale dans les HE pédagogiques réalisés entre mars et mai 2018 ont été utilisés pour cette recherche :

- » Rudi Wattiez- HE Da Vinci (responsable pédagogique)
- » François Landercy- HE Da Vinci (formateur préscolaire- module de développement durable)
- » Sandrine Scailteur- HE de la ville de Liège (maître assistant en Sciences sociales)